

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LE CREDIT AGRICOLE ET LA CRISE

THESE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE LE 7 DÉCEMBRE 1937

PAR

F. BOURDIN

JURY : { PRÉSIDENT : M. ROGER PICARD
 { SUFFRAGEANTS : { M. NOGARO
 { M. BAUDIN

PARIS - 5^e
LIBRAIRIE TECHNIQUE ET ECONOMIQUE
3, RUE SOUFFLOT

1937



Digitized by the Internet Archive
in 2026

LE CRÉDIT AGRICOLE
ET LA CRISE

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LE CREDIT AGRICOLE ET LA CRISE

THESE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE LE 7 DÉCEMBRE 1937

PAR

F. BOURDIN

JURY : { PRÉSIDENT : M. ROGER PICARD
 { SUFFRAGEANTS : { M. NOGARO
 { M. BAUDIN

PARIS - 5^e
LIBRAIRIE TECHNIQUE ET ECONOMIQUE
3, RUE SOUFFLOT

1937

LE CREDIT AGRICOLE
ET LA CRISE

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni im-
pro-
bation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions
doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



A la mémoire de mon Trisaëul

CHARLES GILBERT TOURRET

Ingénieur Civil de l'École Polytechnique,

Directeur des Forges de VIERZON,

Député de l'ALLIER,

Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et du Commerce,

Auteur de la première proposition de loi tendant :

" A la création d'un Crédit Agricole pour les Cultivateurs et Propriétaires de Biens Fonciers et Ruraux. "

(3 septembre 1849).

INTRODUCTION

L'agriculture au même titre que l'industrie ou le commerce a besoin de capitaux pour permettre aux entreprises de se fonder de croître, et de réussir.

Sans parler des sommes importantes que nécessitent l'achat de l'exploitation, la construction ou l'amélioration des bâtiments; les progrès même de la technique agricole rendent ses besoins chaque jour plus impérieux. L'emploi de machines perfectionnées et nombreuses, l'assainissement des terrains ou leur irrigation, l'usage intensif d'engrais chimiques, exigent l'investissement de disponibilités considérables.

Ces capitaux, ne peuvent, pas comme lorsqu'il s'agit du commerce ou de l'industrie être fournis par les banques. Une maison de crédit, soucieuse de conserver par devers elle des liquidités suffisantes, ne peut immobiliser qu'une faible partie du numéraire qu'elle a en dépôt, et encore, à condition d'être certaine de recouvrer la somme prêtée à l'échéance. Or, les exploitations agricoles sont loin de présenter la même surface que les entreprises industrielles ou commerciales et l'agriculteur moyen, inconnu hors de sa commune ou de son canton, ne peut espérer obtenir un crédit personnel. D'autre part la majeure partie des propriétés rurales françaises constituent un gage difficilement réalisable, aussi, si l'on excepte quelques maisons spécialisées dans le prêt sur hypothèque, les banques se soucient fort peu d'engager des capitaux dans de semblables placements.

exploitation agricole de se fonder, de prospérer ou de traverser sans trop de dommages une situation difficile.

Si dans les deux cas le prêt s'adresse à des agriculteurs, le emploi de la somme prêtée risque fort d'être différent dans les deux hypothèses.

Le crédit ouvert par les caisses ou les mutuelles de crédit agricole sera certainement employé au bénéfice de l'exploitation; les garanties dont s'entourent ces organismes avant de consentir un prêt, sont en effet sérieuses. Au contraire, les prêts consentis par les banques ou par les particuliers risquent d'être remployés dans des dépenses improductives, ou même, engagées dans des opérations qui n'ont aucun rapport avec l'exploitation qui sert de gage.

Ces prêts peuvent être considérés comme du « crédit à l'agriculture » ou « à des agriculteurs » mais il est certain qu'on ne peut les classer en totalité tout au moins sous la rubrique « Crédit agricole »; cette dénomination étant réservée aux prêts à la production, remployés en totalité au bénéfice de l'exploitation agricole.

Dans les chapitres qui vont suivre, il ne faut pas considérer les éléments statistiques fournis par les établissements de crédit spécialisés ou les chambres de notaires, comme ayant une valeur absolue, mais seulement comme des indications précieuses qu'il ne faut pas négliger, sous peine d'avoir une vue fragmentaire et incomplète du problème.

I^{ère} PARTIE

LE CRÉDIT OFFICIEL

CHAPITRE PRÉLIMINAIRE

LA SITUATION A LA VEILLE DE LA CRISE VOLUME DES PRÊTS AGRICOLES EN 1927-1928

Le crédit agricole officiel, tel qu'il a été conçu par la loi du 5 Août 1920 se compose :

1^o) *De la caisse nationale* (1) de crédit agricole, qui gère la dotation du crédit agricole et les subventions votées par mesures législatives spéciales. Son conseil d'administration, accorde sur les ressources précitées, les avances nécessaires : aux caisses régionales, aux caisses locales et aux sociétés coopératives, associations syndicales ou sociétés d'intérêt collectif agricole, qui fonctionnent conformément aux stipulations de la loi du 5 Août 1920 ou à l'article 1^o de la loi du 16 Avril 1930.

2^o) *Des caisses régionales*, relais entre la caisse nationale dispensatrice de crédit, et les caisses locales qui le reçoivent. Ces caisses ont pour but : (Art. 15 de la loi du 5 Août 1920).

a) De faciliter les opérations à court terme, à moyen terme

(1) La loi du 9 Août 1926 portant modification de certains articles de la loi du 5 Août 1920 : Art 1^o) : L'office national de crédit agricole créé par la loi du 5 Août 1920 sur le crédit mutuel et la coopération agricole portera à l'avenir le titre de *Caisse nationale de crédit agricole*.

et long terme, effectuées par les membres des caisses locales de crédit agricole de leur circonscription.

b) De transmettre aux sociétés agricoles aux associations syndicales ou à tous autres groupements les avances spéciales qui peuvent être consenties par la loi.

3° *Des caisses locales*, qui en contact direct avec les agriculteurs, sont chargées de réaliser effectivement les opérations de crédit. La hiérarchie entre ses deux derniers types de caisses (locales et régionales) est caractérisée. Comme l'a écrit Monsieur Alfred NAST (1) : « Les caisses régionales, reposent organiquement sur l'effiliation des caisses locales de leur circonscription : la locale est une coopérative de crédit, la régionale est une union de coopératives de crédit. » Il n'y a, au contraire, aucune relation de droit ni de fait, entre le système coopératif *Caisses locales*, *caisses régionales*, et, l'établissement public *Caisse nationale*.

Les locales et les régionales, sont en effet des institutions de droit privé, fonctionnant selon le mode coopératif. La caisse nationale, est un établissement public créé par la loi du 5 Août 1920. La relation est créée par la transmission des avances de l'état aux caisses régionales, lesquelles transmettent à leur tour aux locales.

Aussi, un nombre relativement important de caisses locales, jalouses de leur indépendance, ont refusé tout subside de la caisse nationale et partant le contrôle de ses inspecteurs.

Cette tendance s'est d'ailleurs précisée à la fin de 1936, date à laquelle ces différentes caisses, pour résister plus efficacement, ont créé un organisme central qui a son siège à Paris rue des Pyramides.

Les caisses locales, ont des ressources propres; leur capi-

(1) Code de Coopération, page 41.

tal étant constitué au moyen de parts nominatives, transmissibles seulement par voie de cession, avec l'agrément de la caisse. (Article 3 de la loi du 5 Août 1920).

Mais, c'est surtout grâce aux avances de la commission de répartition, puis, de la caisse Nationale de Crédit Agricole, dont le solde s'élevait encore en 1928 à 734.723.314 Fr., (1) que les caisses locales ont pu effectuer, du 31 Mars 1899 au début de 1929, date à laquelle nous commençons notre étude, la majorité de leurs prêts à court, moyen, ou long terme.

Opérations à court terme. De 1899 (Epoque à partir de laquelle le crédit agricole a bénéficié d'une avance annuelle de la Banque de France, à 1920), les caisses régionales ont escompté : 872.609.984 Fr. prêtés à court terme par les caisses locales. Et de 1921 à 1928, 2.321.106.577 Fr. Ces prêts consentis pour une période très courte, généralement une seule campagne, sont renouvelables, et, c'est pour cela, que fin 1928, ils ne sont remboursés, que dans la proportion de 1.957.615.195 Fr.

Opérations à moyen terme. Les opérations à moyen terme, dont le volume est d'ailleurs beaucoup plus faible, s'élève à 387.874.324 Fr. pour la période considérée, laissant au début de l'année 1929, aux caisses locales, un solde créditeur de 121.317.873 Fr. (1) La différence ayant été remboursée par les débiteurs individuels et collectifs.

Opérations à long terme. Les prêts à long terme qui se

(1) Chiffres tirés du rapport officiel au président de la République présenté par le ministre de l'agriculture.

R. O. 1934, P. 5.

R. O. 1935, P. 6.

subdivisent en prêts à long terme ordinaire, prêts à long terme aux pensionnés militaires, et prêts collectifs à long terme, s'élèvent, dans chaque catégorie, pour la période 1899-1920 (1918-1920), pour les pensionnés militaires à :

23.312.998 Fr. P. O.

5.196.896 Fr. P. M.

42.424.773 Fr. P. C.

et pour la période 1920-1928 :

(1) 346.064.400 Fr. P. O.

211.567.112 Fr. P. M.

210.935.135 Fr. P. C.

remboursés au 31 décembre 1928 dans la proportion de

(2) 118.227.828 Fr. P. O.

60.869.276 Fr. P. M.

85.776.921 Fr. P. C.

Les emprunteurs à long terme, doivent donc aux caisses locales, au 31 Décembre 1928, un peu moins de 504.000.000 de francs.

Au moment, où la vague de dépression qui depuis quelques années déjà a atteint de nombreux états, va se faire sentir en France, de façon cruelle, le volume des prêts effectué par le crédit agricole officiel est donc extrêmement faible, en comparaison de la richesse foncière du pays. Puisqu'il ne s'élève guère qu'à 625.000.000 millions, en prêts à long et moyen terme, et, à 450 Millions en court terme. Encore, ces 450 millions de court terme, renouvelés, sont ils presque entièrement remboursables pour le début de la campagne 1929.

(1) R. O. 1934, P. 8-9 et 10.

(2) R. O. 1935, P. 7.

CHAPITRE PREMIER

AUGMENTATION DES CRÉDITS A PARTIR DE 1929 LES BESOINS CROISSANTS DU COURT TERME

Les dettes contractées par les agriculteurs auprès des caisses de crédit agricole officielles, étaient faibles au début de la crise, mais il est impossible de ne pas constater, qu'à partir de 1929, les appels au crédit se font de plus en plus pressants. Les rapports du Ministre de l'agriculture au Président de la République, sont particulièrement éloquents. Pour l'année 1929, les avances accordées par le conseil d'administration de la caisse nationale de crédit Agricole, s'élèvent à plus de 500 millions de francs. (Exactement 503.562.850) alors, que le total des avances consentis par cet organisme, de 1920 à 1928, ne s'élevait qu'à 886.734.135 Fr.

Ce crédit, est d'ailleurs encore plus important, les années suivantes, et il atteint son point culminant, en 1932, avec un total voisin de 610 millions de francs.

Cette politique de facilité de la caisse Nationale, se traduit par une augmentation considérable du volume des prêts consentis par les caisses locales de crédit mutuel.

Prêts des Caisses locales :

Opération à long terme.

Les prêts à long terme effectués par les caisses locales, se subdivisent ainsi que nous l'avons déjà remarqué, en long terme ordinaire, long terme pour les pensionnés et victimes de la guerre, et, long terme collectif. Le crédit effectué à ces différents titres, pendant la période de crise, est exposé dans les trois tableaux suivants :

Années	Prêts individuels à L. T. ordinaires consentis au cours de l'année.		Remboursements afférents à l'année sur les prêts ind. à long terme ordinaires.
1929	6.769	128.026.962	34.045.976
1930	7.903	168.375.806	40.587.039
1931	8.341	182.077.981	49.400.211
1932	8.140	170.977.933	63.733.671
1933	6.237	121.167.748	69.650.457
1934	3.791	65.470.106	75.118.401
1935	2.958	49.120.900	76.502.492

Années	Prêts individuels à long terme aux pensionnés militaires consentis aux cours de l'année.		Remboursements afférents à l'année sur les prêts à L. T. aux pens. Milit.
1929	3.123	55.048.367	12.675.664
1930	3.301	69.829.570	17.328.155
1931	3.312	72.354.176	22.145.270
1932	3.270	66.856.478	26.112.816
1933	2.395	46.224.668	30.015.462
1934	1.561	27.626.746	30.058.051
1935	1.059	17.176.744	32.718.269

Années	Prêts collectif à L. T. accordés au cours de l'année.	Remboursements correspondants à l'année sur prêts collectif à L. T.
1929	59.694.650	17.683.469
1930	47.480.000	18.462.508
1931	50.146.900	22.109.220
1932	58.305.400	25.063.674
1933	51.615.700	28.695.189
1934	29.312.578	32.806.691
1935	28.454.500	29.944.535

De ces données, il faut extraire quelques chiffres particulièrement significatifs; c'est ainsi qu'il est intéressant de constater, qu'en 1931, les prêts effectués, dont le total s'élève à 304.579.000 fr., sont légèrement supérieurs, aux prêts consentis pendant toute la période 1918-1920. Si on examine maintenant, à côté des prêts effectués, les remboursements réalisés simultanément, on s'aperçoit que l'endettement agricole est loin de s'être accru, dans la même proportion que le volume des prêts (1).

Sans doute, il a à peu près triplé pendant la période de crise atténuant 1 milliard 227 millions, à la fin de 1935, mais ce chiffre est encore relativement modeste, eu égard aux fluctuations monétaires, et à la valeur de la propriété rurale française (2).

Enfin, la forme de progression de la dette, au cours de ce cette période, est extrêmement remarquable : de 1929 à 1933, elle croît très rapidement, atteignant son maximum en 1931, ainsi que nous venons de le dire; à partir de 1933,

(1) R. O. 1935, P. 7.

(2) R. O. 1936, P. 3.

au contraire, les prêts diminuent, tant en nombre qu'en volume, alors que les remboursements ne cessent de croître, de sorte qu'à partir de 1934, les remboursements excèdent les prêts nouveaux et que la dette agricole s'allège, au moment précis, où la crise atteint une acuité telle, qu'elle oblige l'état à intervenir sur de nombreux marchés.

Opérations à moyen terme.

Les opérations à moyen terme effectuées par les caisses locales de 1929 à 1937, sont indiquées dans le tableau suivant

Années	Prêts à Moyen terme nouveaux consentis au cours de l'année.		Remboursements effectués au cours de l'année sur les prêts à moyen termes
1929	12864	262.244.575	100.164.624
1930	12906	259.240.180	98.309.133
1931	17336	363.959.471	184.285.423
1932	19064	335.286.396	160.115.199
1933	10902	173.827.935	174.452.023
1934	4259	57.657.878	177.252.219
1935	4945	60.612.347	168.987.390

Les remarques que l'on peut tirer de l'étude de ce tableau, sont analogues à celles que nous venons de formuler, au sujet du crédit à long terme. Pour l'ensemble de la période considérée, l'endettement des agriculteurs, s'accroît d'une somme, qui peut paraître considérable, par rapport aux charges qui grèvaient l'agriculture en 1928, puisque la dette à moyen terme est à peu près le quadruple en 1936. En valeur absolue, elle est encore faible, puisqu'elle se chiffre à un peu moins de 580 Millions.

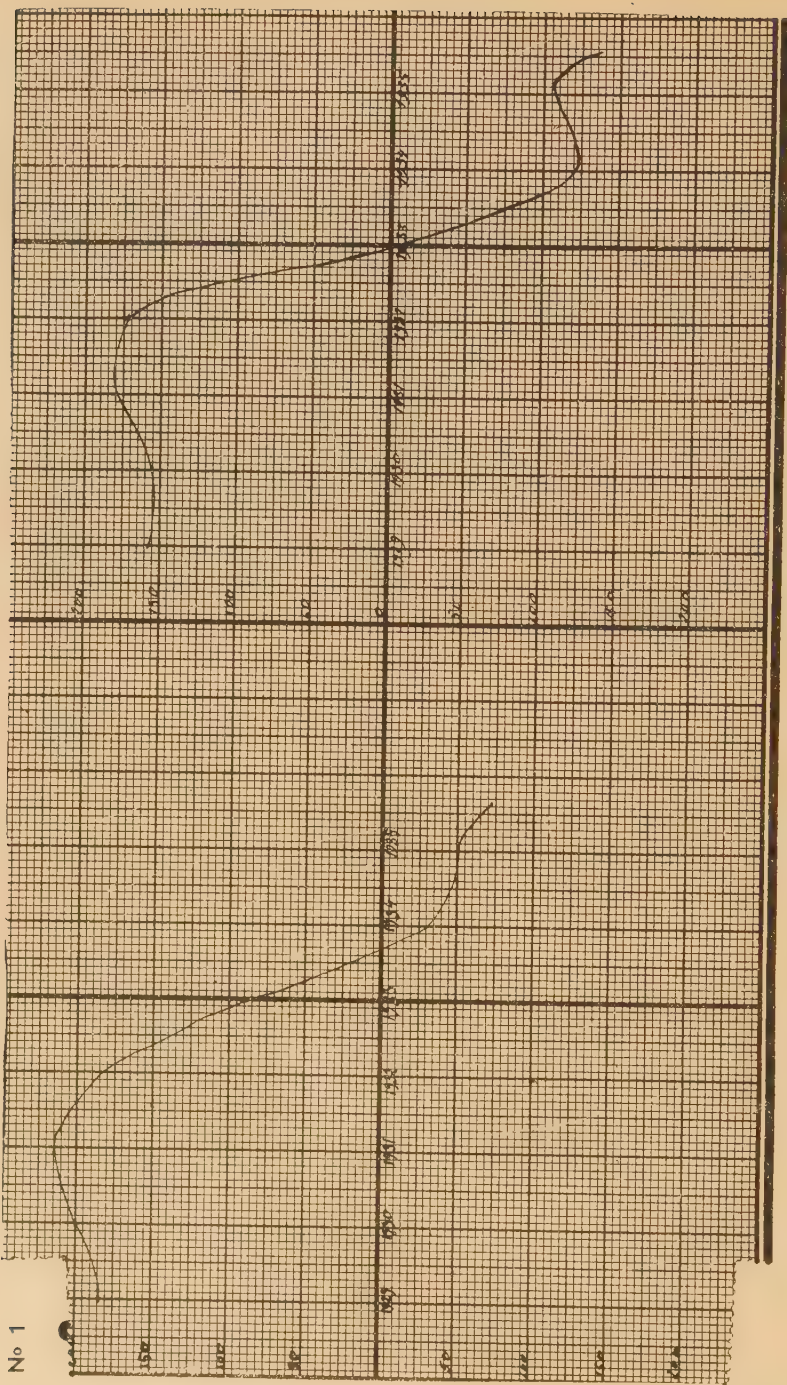
Il est surtout intéressant d'observer, que cette dette qui

s'était accrue dans de larges proportions, de 1929 à 1933, diminue à partir de cette date. Les prêts nouveaux, à moyen terme, effectués pour l'année 1933, s'élèvent en effet à un peu plus de 173 Millions de francs, alors que pour la même année, les remboursements dépassent 174 Millions. (1)

De sorte que si nous traçons les courbes représentatives de l'accroissement (ou de l'allégement annuel de la dette), à long ou à moyen terme, nous obtenons deux courbes parfaitement symétriques, ayant un point d'inflexion en 1933, année qui d'après ce graphique, semble marquer la fin de la crise agricole, ou tout au moins une amélioration très nette, dans la situation des débiteurs des caisses locales de crédit agricole officiel.

(1) R. O. 1934, Page 2.

№ 1



Cette constatation est piquante, quand on pense aux difficultés de toutes sortes qui entravaient l'essor de l'agriculture Française à cette époque. En réalité, et ainsi qu'il arrive en matière de statistique, il faut se méfier de l'apparente rigueur des chiffres ; et il semble que c'est bien plutôt à un revirement de la politique suivie par le parlement, et, par suite, par la caisse nationale de crédit Agricole, qu'il faut attribuer le brusque effondrement du volume des prêts, à moyen et long terme : Ce ne sont pas les besoins de crédit qui ont brusquement disparu en 1933, mais bien plutôt les sources du crédit officiel, qui se sont taries.

À partir de 1928, le parlement a essayé à plusieurs reprises, par de larges ouvertures de crédit, de porter remède au malaise qui étreignait l'agriculture.

Cette aide, qui s'est manifestée par les lois du 15 Juillet 1928, 1^{er} Aout 1929, 30 Mars 1931, 20 et 22 Juillet 1932, a apporté, à la dotation du crédit agricole, un supplément de deux milliards de francs.

Dans l'esprit du législateur, cette aide devait se manifester comme une prime à la production.

Le titre de la loi du 30 Mars 1931 (1) : *Facilitant par de nouvelles avances de l'état, l'attribution des Prêts à Moyen terme, en application à la loi du 5 Août 1920, sur le crédit mutuel et la coopération agricole, en vue de favoriser l'intensification de la production agricole....* est suffisamment clair à cet égard. C'est, grâce à ces avances, distribuées dans la proportion de (2) 1 Milliard 678.090.300, fin juin 1935, que s'est manifesté entre 1929 et 1934 le gonflement important du volume des prêts à long et moyen terme, que nous venons de constater.

(1) J. O. 1^{er} Avril 1931, P. 2211.

(2) R. O. 1935, P. 2.

Mais dès la fin de 1932, à la suite de récoltes particulièrement abondantes, il est apparu clairement, que la principale cause du malaise agricole était la surproduction. Dès lors le législateur n'a plus favorisé le crédit à moyen et long terme, considéré à juste titre comme crédit à la production, et la caisse Nationale, réduite aux seules ressources de sa dotation, n'a pu soutenir les caisses locales, comme elle l'avait fait précédemment.

Une circulaire du directeur général de la caisse nationale de crédit agricole, aux directeurs des caisses régionales de crédit mutuel, en date du 29 Janvier 1934, est particulièrement claire à cet égard, nous pouvons en effet en extraire le passage suivant :

« Depuis les premiers mois de l'année dernière, la caisse nationale de crédit Agricole a été, par suite du manque de ressources mises à sa disposition par le parlement, dans l'impossibilité d'accorder de nouvelles avances pour les prêts à moyen terme, et, dans l'obligation d'apporter d'importantes réductions aux demandes d'avances pour les prêts individuels à long terme. Cette année, les crédits qui pourront être accordés à la caisse Nationale, aussi bien pour les opérations à moyen terme que pour les opérations à long terme, seront encore très réduits, et, ne permettent pas de donner satisfaction à toutes les demandes de prêts, si justifiées qu'elles puissent être, dont seront saisies les caisses de Crédit Agricole. Le montant des redevances de la Banque de France a diminué de plus de moitié, et, les amortissements versés sur les prêts accordés avec les crédits des lois des 15 Juillet 1928, 30 Mars 1931, 20 Juillet 1932, pour les individuels à moyen terme, 4 Août 1929 et 22 Juillet 1932, pour les prêts à long terme, sont reversés à l'État, et, ne peuvent plus, dans ces conditions, être utilisés pour de nouvelles avances.

Signé : Louis Tardy.

Voilà qui est net.

Il est donc normal de constater, conjointement à l'épuisement du crédit de 2 Milliards, ouvert par les lois du 15 Juil. 1928, 1^r Aout 1929, 30 Mars 1931, 22 Juillet 1932, la chute brutale du volume des prêts consentis par les caisses locales de Crédit Mutuel.

De 1928 à 1935, la dette à moyen et long terme est passée de 625 Millions à 1 Milliard 952 Millions.

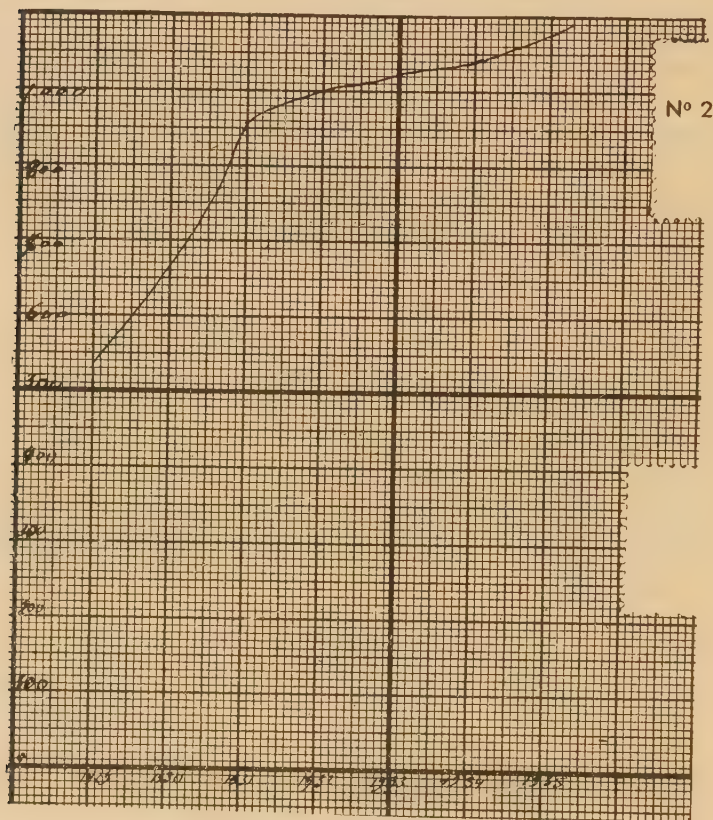
Augmentation considérable sans doute, puisqu'elle a plus que triplée, mais chiffre encore relativement modeste, et, qui nous rappelle que le crédit Agricole Officiel, n'est qu'une des sources et certainement pas la plus importante, de ce genre de crédit.

Opérations à court terme :

Le crédit à court terme, ouvert par les mutuelles locales, qui est en principe un crédit de campagne, présente la faculté d'être renouvelable; de sorte que, dans le tableau que nous avons dressé grâce aux documents statistiques des Rapports Officiels au Président de la République, des Caisses Régionales de Crédit Agricole, une partie des prêts, placés sous la rubrique « prêt à court terme » sont en réalité du moyen et du long terme.

Années	Effets à C. T. es-comptés par les caisses régionales en cours au 1 ^{er} janv.	Effets à C. T. nouveaux escomptés par les caisses régionales au cours de l'année. (renouvellement non compris.)	TOTAL	Remboursements effectués au cours de l'année sur les effets à court terme escomptés par les Caisses Régionales
1929	535.001.366	735.707.360	1.270.718.726	574.778.714
1930	695.940.012	768.980.645	1.464.920.657	674.011.931
1931	790.908.726	905.353.008	1.696.261.734	727.688.788
1932	968.572.946	920.339.169	1.888.912.115	843.913.868
1933	1.044.998.247	956.495.344	2.001.493.591	877.137.357
1934	1.124.356.234	1.181.911.508	2.306.267.742	1.058.032.974
1935	1.248.234.768	937.025.295	2.185.260.063	1.167.116.924

Il faut remarquer que ce tableau ne représente même pas la totalité des effets escomptés par l'intermédiaire des caisses locales. Il est certain que de nombreuses locales font escompter leurs effets soit par des Banques privées (1), soit par



(1) Dans l'Oise et en particulier dans la région de Senlis, la Banque Mercier a escompté au cours des années 1931-1932 plus d'effets que la Caisse régionale de Crédit Agricole. (C'est d'ailleurs une exception).

La Banque de France. Pourtant il est d'ors et déjà possible de constater que le total des crédits à court terme, consentis pendant la crise, est infiniment supérieur à celui des prêts à moyen ou long terme.

Pour la période 1929-1935, l'ensemble des effets escomptés par les caisses régionales s'élève à lui seul à 12 milliards 810 millions et à partir de cette date, malgré un léger repli en 1935, il ne cesse de croître.

De sorte que si nous traçons la courbe représentant non pas l'endettement à court terme (dépendant trop du cours de l'année auquel on se place) mais le volume du court terme réalisé, on voit que celle-ci est, contrairement à ce que nous avons remarqué pour le long et le moyen terme, constamment croissante.

A partir de 1933, l'intervention directe de l'État sur le marché intérieur Français, les mesures de report ou de stockage prises pour éviter les méfaits les plus graves de la surproduction, ont obligé les Agriculteurs à chercher du Crédit et l'État à prévoir un système de financement de l'Agriculture.

Ainsi, s'expliquent les besoins toujours croissants du court terme.

En particulier, les crédits de campagne alloués aux producteurs de blé et de vin, les mesures prises pour assurer l'assainissement des marchés de la viande et du lait sont si importantes, qu'il est indispensable d'étudier chacune de ces questions séparément et en détail, pour avoir une idée précise de l'effort fourni par le crédit Agricole Officiel dans ce domaine.

CHAPITRE DEUXIÈME

LA POLITIQUE DU BLÉ ET LE COURT TERME

SECTION PREMIÈRE

Mesures législatives.

A la conférence du Blé tenue à Londres en Août 1933 le délégué Américain disait : (1) « Le blé est non seulement l'auteur de la crise industrielle et financière que nous traversons, mais il est aussi la clef de la possession future du monde. » Le prix du blé gouverne ceux de tous les produits agricoles et à leur tour les produits agricoles gouvernent dans une grande mesure le revenu National.

(2) Le Blé fournit l'index économique de base, il peut être considéré comme constituant dans l'édifice économique mondial trois sur quatre des piliers principaux. Il est la fondation de toute la construction industrielle, commerciale et financière.

Cette opinion semble avoir été partagée par nos législateurs, qui, après avoir vainement cherché une solution à la crise, ont pensé qu'une amélioration importante se ferait sentir, lorsqu'un certain *équilibre* entre la production agricole et la production industrielle serait rétabli.

(1) L'Information du 30 Septemb. 1933.

(2) Sirol « Le Problème Français du Blé ». Page 11.

En effet la crise du blé n'est pas seulement l'indice des difficultés dans lesquelles se trouvent les producteurs de cette céréale, mais celui de la crise générale de toute l'Agriculture Française. Il n'est pas possible sauf certains cas exceptionnels, comme celui de la vigne, de la prairie, des forêts, de cultiver indéfiniment la même plante sur le même terrain.

(1) Le Blé fait obligatoirement partie d'une succession de cultures, qui forme les assolements. Ainsi sur une terre, on peut faire la première année : des plantes sarclées, la deuxième : des céréales de printemps, la troisième : une prairie artificielle, la quatrième : des céréales d'hiver.

Sans doute, les assolements peuvent être infiniment variés, mais le Blé est toujours rattaché à d'autres cultures.

Il est donc normal, que ce soit pour le blé que l'État ait fait le plus d'efforts, tant législatifs que financiers car en agissant de la sorte, il venait en aide d'une manière indirecte, mais efficace, à l'ensemble des productions Agricoles Françaises.

*
* *

Une étude de l'histoire du blé en France, montrerait que l'intervention de l'Etat, en cette matière, n'est pas nouvelle; mais la crise de surproduction la fait apparaître, sous un jour différent. Jadis c'était le consommateur de pain qu'il fallait protéger, le problème était celui de l'alimentation des classes populaires au meilleur marché possible, la crise, caractérisée par la chute des prix à la production, affecte le producteur et c'est lui, qui à son tour, a besoin de la protection de l'Etat.

(1) Il ne faut jamais perdre de vue qu'on ne doit isoler dans un pays de Polyculture une céréale, mais l'étudier à l'intérieur de la production toute entière. (Hallé : Journée Industrielle du 2.8.30.)

Nous n'avons pas l'intention de retracer ici dans les détails les différentes phases de cette intervention, cette étude à d'ailleurs déjà été faite. (1)

Mais pour bien comprendre les formes et le mécanisme de la politique de crédit pratiquée par l'état, par l'intermédiaire du Crédit Agricole Officiel, il est nécessaire de connaître au moins dans leurs grandes lignes les principales dispositions législatives d'intervention.

* * *

L'action sur l'offre dans la période 1929-1933 s'est traduite par l'organisation du stockage et un timide essai de report. »

Le *stockage* a été établi pour éviter une chute verticale des cours, en permettant l'échelonnement des ventes sur toute une campagne. Préconisé dès 1929, par l'association Générale des Producteurs de Blé, il est établi par la loi du 30 Avril 1930, qui crée un fond de roulement de 330 Millions, destiné à entretenir un stock de sécurité. Cette loi, était complétée par les décrets du 31 Mai 1930 et 6 Septemb. 1930, dont les principales dispositions.

a) transfèrent la passation des marchés (effectués sur le régime de la loi d'Avril par l'Intendance) au Ministre de l'Agriculture.

b) promettent un soutien financier aux groupements agricoles, qui s'engagent à écouler le blé entreposé, par des ventes à échelonnement déterminé.

Le report. Quand on considère une période de longue durée, la récolte Française de Blé apparait comme légèrement inférieure aux besoins de la consommation; il semble donc

(1) Schoen : Le Marché agricole Français et les interventions de l'Etat.

facile de remédier aux inconvénients d'une récolte excédentaire, en reportant sur l'année à venir la partie de la récolte non consommée.

Le report a été organisé par la loi du 12 Octobre 1932.

A partir de 1933, les mesures prises précédemment se révèlent insuffisantes (le report par définition même, exige pour réussir, qu'une année déficitaire succède à la récolte en excédent.) Or les récoltes 1931, 1932, 1933 sont toutes excédentaires.

De nouvelles mesures sont alors essayées; les lois du 26 Janvier et du 14 Avril 1933 organisent la *Dénaturation*, qui oblige à utiliser une partie de la récolte indigène à des usages autres que l'alimentation humaine. Et, surtout, pressé par les Agriculteurs dont le Blé se vendait à moitié prix par rapport au cours moyen de 1913, le Parlement vote le 10 Juil. 1933 la loi la plus marquante du système d'assainissement.

Celle-ci réalise :

a) La création d'un prix minimum.

Article 1^{er}. « Pour la période qui s'étend du 15 Juillet 1933 au 1^{er} Juillet 1934, le prix minimum au dessous duquel le quintal de Blé destiné à la consommation humaine ne pourra être vendu, est fixé à 115 Fr. Ce cours sera majoré de 1 fr. 50 par quintal, le 1^{er} de chaque mois, à dater du mois de septembre.

b) Elle encourage l'exportation « le remboursement des droits de douane » s'élevant à 80 Fr. après décret du 22 Sept. 1933.

c) Enfin, elle réorganise le stockage et le report, en leur donnant un caractère de permanence. Ces mesures seront dès lors employées, même en période de production déficitaire.

La loi du 17 Mars 1934 fixait à 131 fr. 50 le prix des blés

reportés, et celle du 24 Septembre entérinant un état de fait, abolissait le prix minimum pour le marché libre.

Certaines modifications de détail sont encore apportées par les décrets d'octobre 1935, (relatifs surtout au commerce du grain et à la meunerie), et nous arrivons, avec la création de l'office du Blé, à une organisation absolument nouvelle du Marché, qu'il importe de bien connaître, car elle réagit directement sur les besoins de crédit des producteurs, et, modifie grandement les modalités de financement de l'Agriculture.

(1) *Office du blé.* — Le J. O. des 16, 17, et 18 Août 1936 publie le texte de la loi tendant à la création d'un office national interprofessionnel du Blé.

(2) Cet office, constitue un établissement public, jouissant de la personnalité civile et de l'autonomie financière. Il est placé, pour ses opérations financières, sous le contrôle du Ministère des Finances, et, pour sa gestion technique, sous le contrôle du Ministère de l'Agriculture.

Il est administré par un conseil central de 51 Membres, représentant divers intérêts, mais, où les représentants des producteurs de Blé, au nombre de 29, sont en Majorité.

Dans chaque département, un comité d'organisation et de contrôle de la production et du commerce des céréales est organisé, spécialement chargé de répartir la vente des Blés à la Meunerie. Il doit en outre « (3) Émettre tous avis utiles sur les mesures intéressant les cours, et, fournir à l'office National du Blé, toutes les indications qui lui seront nécessaires.

(1) Pages 8866 et suivantes.

(2) Art. 1^{er} de la présente loi.

(3) Art. 4.

L'ancienne distinction, entre les Blés libres et les Blés stockés disparaît, les Négociants en Grains patentés, (à l'exclusion des meuniers et Boulangers) (1) pourront, après avoir fait la déclaration préalable, au comité départemental, et sous son contrôle, acheter, stocker et livrer le Blé aux mêmes conditions et Prix que les coopératives. Toutefois, ils devront respecter l'échelonnement des ventes, et, leurs achats seront obligatoirement payés par la caisse régionales de crédit agricole mutuel.

(2) De cette façon, ils n'échappent pas plus au contrôle de l'office, que les coopératives elles-mêmes. Le conseil central de l'office, est chargé de fixer au mois de Juin, grâce aux déclarations des producteurs, un état estimatif de l'importance de la récolte Nationale. Il se réunit de nouveau dans la première quinzaine d'août, pour fixer le prix minimum.

L'Office National possède le monopole de l'importation et de l'exportation des blés, des farines et des céréales panifiables.

Enfin et surtout, la loi prévoit dans un article 17, que les coopératives de blé et les organismes visés à l'article 5, seront tenus de se porter acquéreurs, au prix, et dans les conditions fixés par l'office National, (sous réserve de respecter l'échelonnement mensuel des ventes) de *tous les blés* qui lui seront offerts.

Les coopératives, seront tenues de régler en espèces, ou par chèque, le prix des blés, à leur livraison, jusqu'à concurrence de 50 Quintaux au Minimum (3), pour le surplus un acompte des 2/3 de leur valeur devra être accordé.

(1) Art. 6.

(2) Monnet. Ministre de l'Agriculture. Séance de la chambre du 8 Août 1936.

(3) 75 pour 1937. J. O. 16 Août 1937.

Dans le cas de livraison différée, le prix de règlement applicable est celui de la livraison effective. Le vendeur, qui demeurera dépositaire de la marchandise non livrée, pourra exiger un acompte ne portant pas intérêt, et égal aux $\frac{2}{3}$ de la valeur actuelle du blé vendu.

D'autre part, la partie de la récolte qui n'a pas été immédiatement vendue, ou qui a été retenue, par application de l'échelonnement, pourra faire l'objet d'un Warrant souscrit par l'emprunteur, à l'ordre de la coopérative dont il relève, et, qui après aval de la coopérative et de l'office National du Blé, sera escompté par la Banque de France.

Cette avance sera égale aux $\frac{2}{3}$ de la valeur de la récolte warantée.

SECTION DEUXIÈME

Financement et crédit de 1928 à la création de l'Office.

Les diverses dispositions législatives que nous venons rapidement d'énumérer, obligent l'État à fournir constamment des avances aux producteurs de Blé.

Lorsque l'Agriculteur dépose dans le magasin d'une coopérative de stockage, du Blé qui y sera parfois conservé pendant plusieurs mois, il se prive de la somme que lui procurerait immédiatement une vente au comptant.

Cependant, le paiement des diverses dépenses à engager pour la production de récoltes futures, doit s'effectuer sans attendre. Le producteur de Blé recherchera donc du Crédit, et les mesures destinées à lui faciliter l'octroi de crédit, forment le complément d'une politique de stockage des récoltes.

Jusqu'à la loi du 10 Juillet 1933, ce crédit a été fourni

par les coopératives de stockage, soutenues généralement par les caisses régionales de Crédit Agricole.

Ce crédit est d'ailleurs limité aux adhérents.

Les statuts des Coopératives les obligent en effet à ne recevoir que les produits provenant des exploitations de leurs associés.

Les producteurs *non coopérateurs* étaient donc dans l'obligation de vendre aux Négociants en Grains qui ont souvent abusé de la situation en achetant à vil prix, ou de Warranter leur récolte, mesure certainement plus avantageuse, mais qui ne semblait pas encore être d'un usage très courant dans les milieux ruraux.

Le mode de paiement des Blés vendus aux Coopératives, ou les avances consentis à leurs membres sur les blés stockés ou warrantés dans leurs magasins, sont d'ailleurs extrêmement variables suivant les régions ou même les coopératives considérées.

Le paiement au cours commercial, au jour de la livraison, évite évidemment les complications comptables, mais il est trop dangereux pour les coopératives pratiquant le stockage et la conservation.

Le plus généralement, ces Coopératives ont adopté le système des avances à la livraison, — avances variant de 50 à 80 % environ de la valeur du Blé.

Le système du prix moyen, avec acompte à la livraison et ristourne à la fin de la campagne, est certainement le meilleur. Supérieur au système de la vente sur ordre, qui ne permet au producteur de ne toucher le montant de la vente de son Blé que par 1/4 trimestriels. (1)

(1) Pratiqué par les coopératives d'Angers et d'Arcis-sur-Aube. pour les campagnes 1930-1931, a donné les meilleurs résultats.

Pour le financement des stocks qu'elle s'est constitués, la coopérative à recours aux formes de crédit mobilisables par effet : Warrant Commercial, Warrant Agricole, Effet de Commerce, Billet à ordre ou traite.

Le Warrant commercial suppose que le Blé a été déposé dans des magasins généreux régulièrement agréés.

Ce procédé, qui a été d'ailleurs très peu employé, présentait surtout l'avantage d'être très mobilisable, (Le Blé tient lieu d'une signature et la Banque de France réescompte le papier portant. Comme deuxième et troisième signature celle de la coopérative et celle d'une caisse régionale ou d'un établissement de crédit).

(1) Le Warrant agricole, d'un usage très répandu, est établi par le greffier de la justice de paix du lieu où la coopérative a son siège social.

Dans la pratique, les coopératives ont le plus souvent souscrit des Billets à ordre, qui ont été endossés par les caisses de Crédit, ou ont adopté le système du Warrant agricole. Dans ce cas, le gage constitué par le Blé en Magasin n'a pas joué le rôle prévu par le législateur de 1906, et, les Etablissements de Crédit ont exigé pour le Warrant trois signatures comme s'il s'agissait d'un effet.

Les crédits accordés pendant cette période sont d'ailleurs loin d'avoir correspondu aux besoins des producteurs.

Il est arrivé fréquemment, que des coopératives ne puissent faire escompter leurs effets ou Warrants par des Caisses de Crédit à court de ressources. En effet chaque caisse Régionale, même subventionnée par l'Etat, jouit d'une autonomie

(1) Le prix moyen (Rapport de Mr. du Fou au congrès de Brienne-le-Château) Août 1931.

Voir en annexe un Modèle de Warrant Agricole.

et d'une responsabilité propres. Elle est toujours libre d'accorder ou de refuser aux Coopératives son aide Financière.

(1) Entre 1929 et 1933, les faveurs législatives, et par suite les avances de la Caisse Nationale sont allées aux emprunteurs à long et à moyen terme.

Le court terme, n'a bénéficié au cours de cette période, que de la portion de la redevance annuelle de la Banque de France à la Caisse Nationale, affectée par mesure législative à ce genre de crédit.

Il n'est donc pas étonnant que les caisses régionales de Crédit Agricole n'aient escompté que 380 millions d'effets et de Warrants (65 m. pour 1929, 120 m. pour 1932) représentant des prêts sur céréales au cours de ces années.

Les caisses Libres et les banques Locales ont suppléé à la carence des caisses régionales. C'est ainsi qu'à Senlis la banque Mercier a escompté les 2/3 des effets de la coopérative Agricole, au lieu et place de la caisse régionale, pour la campagne 1930-1931.

A partir de 1933, les caisses ont été largement soutenues. La loi de 26 Janvier, autorisait le Ministre des Finances à consentir à la Caisse Nationale de Crédit Agricole des avances pouvant atteindre la somme globale de 300 millions de francs.

« (2) Pour permettre à cet établissement de faciliter le financement de la récolte de céréales de 1932, par l'intermédiaire des caisses de crédit agricole placées sous son contrôle. »

Un peu plus tard, la loi du 10 Juillet 1933 réorganisant le marché du blé, prévoyait dans son article 25, la création

(1) D'après une enquête faite par la caisse nationale de crédit agricole.

(2) Art. 2 Ls. 26 Janv. 1933, J. O. 27 Janv. 1933.

d'un compte d'avance à la Caisse Nationale de Crédit Agricole, doté d'un fond de 200 Millions de francs.

(1) Enfin, le décret du 6 Octobre 1934, portant codification des textes législatifs concernant la défense du marché du Blé, prévoit dans son Article 54, que le Ministre des Finances est autorisé, notamment pour favoriser le financement de la récolte de Blé de 1933 et 1934, à mettre à la disposition de la caisse Nationale de Crédit Agricole, pour la durée d'un an ou plus, des avances au taux d'intérêt de 2 %; le total de ces avances ne pourra dépasser 500 Millions.

La première tranche de 200 Millions, finançant les opérations de la Caisse Nationale, est le produit d'un emprunt émis par la Caisse, conformément au Décret du 18 Août 1934. Emprunt émis sous forme de Bons portant intérêt au taux annuel de 5 % et délivré en coupons au porteur de 1000 et 5000 Fr.

Des ressources spéciales étaient annuellement affectées à l'exécution de ces mesures de défense du marché du Blé, Ces ressources étaient composées par :

1^o) Le $\frac{1}{3}$ du produit net des droits de douane, perçus à l'importation des Blés de toute origine.

2^o) Le produit des amendes prévues en cas d'infraction aux prescriptions de l'art. 1^{er} de la loi du 1^{er} Décemb. 1929, des articles 1, 2, 7, 17 et 21 de la présente loi, ainsi que des articles 1, 2 et 3 de la loi du 14 Avril 1933.

3^o) Le produit d'une taxe de 2 Fr. par quintal, sur le Riz et les céréales secondaires importés.

4^o) Le produit d'une taxe à la mouture.

5^o) Enfin par le produit d'une taxe de 0, Fr. 05 pour mille sur les opérations concernant les céréales.

(1) J. O. 14 Octobre 1934.

Le montant de ces droits et taxes devant fournir une annuité qui ne pouvait être inférieure à 300 Millions de Fr.

(1) Les moyens que la Caisse Nationale devait employer pour soutenir le Marché, ont même été prévus par un décret du 28 fév. 1934. Ils n'ont rien de très nouveau, puisque nous retrouvons, d'une part, l'escompte direct d'effets ou de Warrants, et d'autre part, les prêts aux Sociétés Coopératives, Syndicats Agricoles et Associations Agricoles, ayant passé des contrats de Stockage avec l'Etat.

Il est d'ailleurs intéressant de voir comment dans la pratique, les prêts ouverts par les Caisses Régionales aux Coopératives de Stockage, leur permettait de financer leur Campagne.

Prenons un exemple précis « Supposons qu'une Coopérative a passé avec le Ministre de l'Agriculture un contrat de — Stockage portant sur 2500 quintaux de Blé, et qu'elle s'est engagée à entretenir dans ses Magasins et silos un stock de — 7500 Quintaux, l'échelonnement des ventes étant fixé à 1/12 par mois. L'avance susceptible d'être accordée par la caisse de Crédit Agricole, est généralement calculée de la manière suivante : « 50 Fr. par quintal logé dans les magasins coopératif, 40 Fr. par quintal conservé à titre provisoire par les producteurs; soit 125.000 Fr. pour les stocks emmagasinés, et 300.000 Fr. pour la récolte demeurée chez les paysans.

Le contrat de stockage étant supposé s'étendre sur une durée de 12 mois, au début de chaque trimestre, la situation est la suivante :

Début du 1^r Trimestre.

La coopérative reçoit de la Caisse une Avance Globale

(1) Art. 21 Ls. du 21 Juillet 1936.

de 425.000 Fr. pouvant donner lieu à la création d'effets à 6 mois.

La coopérative met immédiatement cette somme à la disposition des producteurs, l'avance de 50 Fr. pour les blés logés étant versée au fur et à mesure des livraisons.

Début du 2^e trimestre.

La coopérative a vendu pendant les 3 premiers mois (livraison par 1/12 échelonnés) la totalité de la récolte emmagasinée, soit 2500 Quintaux, Si nous fixons le prix du Blé à 100 fr. le Quintal, elle aura donc touché 250.000 Fr.

Elle peut verser 30 Fr. par quintal aux propriétaires du premier quart vendu. Ces producteurs auront donc touché au début du 2^e Trimestre 80 % du prix de leur récolte. Elle donnera en outre 10 Fr. par quintal aux propriétaires dont la récolte entre en magasins. Ceux-ci auront donc touché 50 % du prix de leur récolte, et les disponibilités de la coopérative ne seront diminuées que de 75.000 fr. + 25.000 fr. soit 100.000 Fr.

Début du 3^e Trimestre.

Aux 150.000 Fr. disponibles excédent des ventes sur les avances du 2^e Trimestre, viennent s'ajouter les 250.000 Fr. représentant la vente du 2^e quart. Les disponibilités de la Coopérative au début du 3^e Trimestre seront donc de 400.000 Fr. La Coopérative peut rembourser 225.000 Fr. sur l'effet de 425.000 venu à échéance, et obtenir une prorogation de 3 mois pour les 200.000 restant dus à la Caisse de crédit Agricole. Elle est aussi en mesure de verser 10 Fr. par quintal de Blé apporté dans les magasins, en remplacement des 2.500 quintaux vendus; ce qui porte l'avance aux fournisseurs du 3^e quart à 50 Fr. par quintal, et elle peut en outre effectuer un nouveau versement de 30 par quintal,

sur les Blés qu'elle vient de vendre. Ceci porte à 80 Fr. l'acompte global reçu par les producteurs du 2^e quart. (225.000 Fr. ayant été versés à la Caisse de Crédit Agricole, et 100.000 à ses sociétaires). — Les ressources de la Coopérative à la fin du 3^e trimestre s'élèvent à 75.000 Fr.

Début du 4^e Trimestre.

La vente du Blé stocké dans ses locaux, et le solde du 3^e trimestre permettent à la Coopérative de disposer de 75.000 + 250.000 Fr. soit 325.000 Fr. au début du 4^e Trimestre. La coopérative peut immédiatement rembourser à la Caisse de Crédit Agricole les 200.000 Fr. qu'elle lui devait encore.

Il lui restera encore en Caisse 125.000 Fr. qui lui permettront avec les 250.000 Fr. de la récolte stockée, de payer à ses sociétaires le solde qu'elle leur doit encore, et qui s'élève

à 50.000 Fr. pour le premier quart.

50.000 Fr. pour le deuxième quart.

125.000 Fr. pour le troisième quart.

150.000 Fr. pour le quatrième quart.

La coopérative pourra donc aisément financer une opération portant sur un Million de Fr., sans engager un centime de ses disponibilités, grâce au prêt de 450.000 Fr. de la Caisse Régionale. Pratiquement, les coopératives ont assez souvent engagé, à côté des sommes prêtées par les caisses régionales une partie de leurs disponibilités ou les liquidités provenant de ressources différentes, ce qui leur a permis de traiter des opérations de plus vaste envergure.

*
* *

(1) Pour l'ensemble des trois années 1933, 1934 et 1935, le tableau suivant montrera le volume total des opérations de réescompte effectuées par le Caisse Nationale de Crédit Agricole, pour faciliter le financement des récoltes.

Il fait ressortir la progression constante de ces opérations.

Dates	Montant des effets O. N.
31 Dec. 1933	425.035.846 Fr.
31 Dec. 1934	979.849.187 Fr.
31 Dec. 1935	1.614.537.161 Fr.

En comparant ces chiffres à ceux fournis par la Banque de France, pour les opérations de même nature effectuées par cet Établissement au cours de la même période, on constate un gonflement considérable des prêts à court terme sur Céréales, effectués par le Crédit Agricole Officiel, conséquence logique de la politique d'intervention de l'État.

SECTION TROISIÈME

Financement et crédit depuis la création de l'office du Blé.

A la suite des mécomptes auxquels avaient abouti la loi sur le prix minimum, ainsi que les modifications successives qui y furent apportées et qui n'avaient pas pu assurer la revalorisation des cours, la défense du marché du Blé a été organisée d'après un nouveau concept, basé sur la création d'un *office national du Blé* constitué sous la forme d'un Or-

(1) Tiré R. O. Président de la Républ. 1935 p.

ganisme à caractère professionnel jouissant d'une pleine autonomie de gestion, et fonctionnant sous le contrôle et l'autorité de l'État.

Depuis la création de cet *Office* les coopératives doivent acheter tous les blés marchands qui leur sont présentés par les producteurs. Ceux-ci ont droit au paiement intégral des 50 premiers quintaux livrés, et à une avance égale aux $\frac{2}{3}$ de la valeur du reste de leur récolte.

L'idée qui est à la base de cette mesure, est de fournir un acheteur, dans quelque circonstance que ce soit, au cultivateur. Les magasins coopératifs étant pleins, la coopérative doit continuer à acheter et à payer, tout au moins partiellement.

(1) Ces dispositions nouvelles combinées avec les mesures rigoureuses, applicables aux commerçants en grains, ont modifié dans des proportions tellement considérables le volume des affaires traitées par les coopératives, que le législateur a dû prévoir conjointement aux nouvelles formes d'avances aux producteurs, de nouvelles modalités de financement, pour les coopératives.

Tout d'abord, pour que les agriculteurs qui ne sont pas membres d'une coopérative, puissent bénéficier de ses services, au même titre que les véritables sociétaires, pour l'achat et le financement de leur récolte de Blé, l'article 5 de la loi du 15 Août 1936, a permis aux coopératives de modifier leurs statuts. Les coopératives, acceptent désormais en qualité « *d'usagers* », tous les producteurs de Blé, propriétaires exploitant eux-mêmes, ou à mi-fruit, fermiers ou mé-

(1) Alors qu'en 1934, les coopératives n'achetaient pas la moitié des Blés sur le Marché Français, elles ont acheté plus de 80 % des Blés pour les 6 premiers mois de la campagne 1936-1937. O. N. I. B.

tayers qui ne seraient pas membre de la coopérative, ainsi que tout détenteur de Blé reçu en paiement de fermage ou de service.

D'autre part, les comités départementaux, ont la faculté de provoquer la création de nouvelles coopératives, partout où le besoin s'en fait sentir.

Les opérations traitées par les usagers, sont soumises à des règles particulières : Elles figurent sur une comptabilité séparée, et les bénéfices réalisés sont versés à la réserve ordinaire, alors que normalement, après exercice clos, les Bénéfices devraient être divisés entre les sociétaires au prorata de leurs apports.

Achat de Blé aux Producteurs.

Ces précisions étant données, 3 situations peuvent se présenter :

- a) Achat comptant et livraison immédiate du Blé.
- b) Achat comptant et livraison différée du Blé.
- c) Achat différé du blé.

Achat au comptant. — Dans ce cas, la coopérative doit prendre livraison de la totalité de la récolte; mais comme pratiquement ses silos ne lui permettant pas de loger une semblable quantité de céréales, une partie seulement de la récolte, 50 ou 100 Quintaux par producteur, sont effectivement livrés.

Comme nous venons de l'indiquer, la coopérative est tenue de payer comptant, pour la partie livrée, et jusqu'à concurrence de 50 quintaux. Si une livraison supérieure à 50 quintaux peut lui être faite, elle consent une avance des $\frac{2}{3}$ de la valeur du Blé, sans intérêt pour le surplus.

Pour se procurer l'argent nécessaire, la coopérative émet des traites sur le Blé acheté, s'engageant à payer ainsi à la caisse de crédit Agricole, la somme correspondant au Blé livré dans un délai maximum de Trois mois. Cette traite sur Blé détenu en Magasin, est avalisée par le représentant départemental de l'Office National du Blé, (1) et escompté à la caisse de crédit mutuel agricole. Le réescompte est théoriquement possible à la caisse Nationale de crédit agricole ou à la Banque de France.

Les Caisses libres ont obtenu les mêmes avantages que les caisses de Crédit Officiel, en ce qui concerne les opérations d'escompte et de réescompte, grâce à l'amendement *Des Rotours* voté au Sénat le 24 Juillet 1936. (2)

Achat au comptant et livraison différée. La coopérative tout en étant obligée d'acheter immédiatement les 100 quintaux de Blé apportés, peut se trouver dans l'incapacité de prendre livraison. Il y a : *Achat comptant, mais livraison différée.*

Dans ce cas, le cultivateur ne reçoit, pour cet excédent qu'un acompte sans intérêt, égal aux $\frac{2}{3}$ de la valeur de celle du Blé vendu. Le règlement définitif, n'aura lieu que lors de la livraison effective, et le prix payé sur la base du barème établi dans la deuxième quinzaine d'Août, par le Conseil Central de l'Office du Blé sera celui du mois de cette livraison effective.

Pour se procurer la somme nécessaire à ce paiement, la

(1) Pour les 6 premiers mois de la campagne 36-37, les comités départementaux encore en voie de création ou d'organisation, n'ont pas avalisé les effets. Aussi la B. D. F. n'a pu réescompter ces effets, qui ne présentaient pas le nombre de signatures nécessaires. O. N. I. B.

(2) J. O. 25 Juillet 1936.

Excp. fixé en conseil des ministres pour 1937.

coopérative, qui exigera du vendeur un simple reçu, pour une somme égale à l'acompte touché par lui, créera une traite « *sur blé acquis, avec livraison différée, et détenu par ses adhérents.* »

Puis, comme nous venons de le voir précédemment, elle le fera avaliser par le représentant de l'Office National du Blé, avant de le donner à l'escompte d'une caisse de Crédit Agricole, qui aura le choix pour le faire réescompter, entre la caisse Nationale de Crédit Agricole et la Banque de France.

Comme l'avance est consentie au cultivateur sans intérêt, mais que la caisse de Crédit Agricole n'escompte que contre un intérêt exigible de la coopérative, c'est l'office du Blé qui couvrira la Coopérative, de la somme qu'elle aura à déboursier, sous forme d'escompte.

Achat différé. Il se peut qu'un petit propriétaire ne soit pas pressé de vendre.

Un gros producteur est par ailleurs soumis, pour toute la partie de sa récolte excédant 100 quintaux à l'échelonnement obligatoire des ventes. Il a donc une bonne partie de sa récolte bloquée dans son grenier.

Dans ces deux cas, il n'y a pas seulement livraison différée, mais aussi Achat différé. Toutefois, depuis l'amendement Israel, voté le 24 Juillet 1936, le sénat a permis à ce détenteur de faire argent de cette partie non vendue de sa récolte.

La coopérative pourra dans ce cas, faire au producteur une avance égale aux $\frac{2}{3}$ de la valeur de la marchandise warrantée. Cette avance est une avance avec intérêt. Un warrant sera alors soucrit par l'emprunteur à l'ordre de la coopérative dont il relève. Ce warrant sera avalisé par l'Office National du Blé et pourra servir pour l'escompte et le réescompte.

Aussi la loi du 15 Août 1936 a profondément modifié la

situation des coopératives agricoles, relativement aux opérations de warrantage du Blé.

Antérieurement, les coopératives de stockage jouaient le rôle *d'emprunteur* en souscrivant elles-mêmes des warrants à l'ordre des caisses de Crédit Agricole, pour garantir les avances qui leur étaient faites sur les blés déposés par leurs sociétaires, dans les magasins et silos coopératifs.

Avec la législation nouvelle, les coopératives de Blé sont en quelque sorte *le pivot* de la nouvelle organisation du marché; elles jouent le rôle de Véritable Banques et deviennent prêteurs sur warrants, en consentant des avances à leurs adhérents sociétaires ou usagers.

*
* *
*

a) *Equilibre financier des coopératives.*

Avec cette nouvelle organisation, les coopératives de Blé doivent faire face à des dépenses courantes et des dépenses imprévues.

1°) Les dépenses pour le Blé livré. — Elles comprennent les frais d'amortissement d'installation de stockage, les frais de conservation et d'entretien du blé, les frais d'escompte des traites émises sur blé livré.

Pour couvrir ces dépenses, les coopératives touchent *une prime mensuelle de magasinage, d'entretien et de gestion* qui d'après Mr. G. MONNET (séance du Sénat du 22 Juillet 1936) doit suffire à payer ces différents frais.

Pour éviter les conséquences de l'absence de fixité du taux de réescompte de la B. D. F. le réescompte par la Caisse Nationale de *Crédit Agricole est favorisé*, et au besoin la prime

mensuelle d'emmagasinage varie en fonction des variations du taux d'escompte de la Banque de France. (1)

Quant aux frais d'amortissement des installations existantes, un fond spécial est alimenté par l'ensemble des coopératives, et des primes spéciales sont versées aux coopératives anciennes, pour identifier leur situation à celle des coopératives nouvelles.

2^o) Les dépenses pour Blé non livré. — Pour parer aux aux dépenses avec livraison différée, une recette spéciale a été créée, en vertu de l'article 17 de la loi du 15 Août 1936. Les coopératives peuvent lors du règlement définitif des blés, sur lesquels elles ont prêté, retenir une taxe spéciale dont le montant par quintal, sera fixé par le Comité départemental. D'ailleurs, en cas de difficultés exceptionnelles, elles peuvent recevoir des subventions leur permettant de faire face à leurs frais de gestion (art. 5).

b) *Dépenses imprévues.*

La loi du 15 Août 1936, s'est efforcée de limiter les risques, et de permettre aux coopératives de « tenir », même en cas de Blé perdu, de Blé disparu ou de faute des gérants.

1^o) *Blé perdu.* Une caisse de garantie, couvre la Coopérative, jusqu'à concurrence de 70 % et même de 90 % pour des cas fortuits ou de force majeure. Cette caisse de garantie est alimentée par une cotisation fixe établie par le conseil Central de l'Office et proportionnelle au nombre de quintaux vendus par chaque coopérative ou chaque négociant en Grains.

(1) Dans la pratique, il semble pourtant que de sérieuses difficultés ont surgi de ce côté là, du fait des nombreuses mesures de défense monétaire que la B. D. F. a du prendre en 1936-1937.

Dans sa délibération de fin Août 1936, le conseil Central a fixé à 50 centimes par quintal, à la charge du producteur, la cotisation destinée à alimenter cette caisse de garantie, et le fond spécial pour les frais d'intérêt et d'amortissement des coopératives agricoles auxquelles nous venons de faire allusion en étudiant les dépenses courantes. Le $\frac{1}{3}$ de cette cotisation sera affecté au fonds départemental, et les $\frac{2}{3}$ à la Caisse de Garantie.

2°) *Blé disparu.* — S'il s'agit de blé disparu, la coopérative est couverte par l'application de règles juridiques précises : En cas de blé acheté par la coopérative, mais avec livraison différée, l'article 17 de la loi du 15 Août 1936, dispose que le cultivateur restera dépositaire de la marchandise non livrée, ce qui entraîne pour le vendeur, comme l'a fort clairement exposé au Sénat Mr. Georges PERNOT, le 24 Juillet 1936, une triple obligation.

1°) Celle de veiller sur sa marchandise vendue, comme s'il s'agissait de son Bien personnel; 2°) Celle de subir la charge de la preuve, en cas de perte de la marchandise par cas fortuit. Enfin celle de supporter l'application des peines réprimant l'abus de confiance, en cas de revente occulte du Blé détenu.

En cas de Blé non acheté par la Coopérative, mais ayant fait l'objet d'un prêt sur Warrant, c'est-à-dire sur lequel le détenteur a reçu une avance, tout en gardant la propriété, les peines correctionnelles de la loi du 30 Avril 1906, renforcées par le décret Loi de Sept. 1935, s'appliqueront au débiteur fautif.

La responsabilité des gérants jouera dans les limites du droit commun. Une double précaution est prise à cet égard, d'une part, l'article 5 de la loi du 15 Août 1936 leur interdit

de se livrer au commerce, même indirectement, par personne interposée, d'autre part, la caisse de garantie ne couvre jamais la perte subie, de sorte que leur responsabilité personnelle est toujours partiellement engagée.

b) Equilibre financier de l'office.

A l'office du Blé incombent deux catégories de dépenses : Les dépenses de fonctionnement administratif et de contrôle, d'une part, les dépenses de financement de la récolte, d'autre part.

1^o) *Dépenses de fonctionnement administratif.* Les dépenses pour le personnel, le matériel et les locaux, sont évalués à 10 Millions, pour les comités Départementaux.

Dans cette évaluation, rentrent les frais de contrôle de l'Office sur les comités départementaux, les coopératives de Blé, les Moulins Coopératifs, les Négociants et autres organismes prévus, en vue du respect des dispositions de la loi et notamment de l'échelonnement des ventes, la régularité des prix et des qualités de Blé.

En définitive 20 Millions de frais administratifs pour une récolte de 80 millions de quintaux soit 0,25 Fr. par quintal.

2^o) *Dépenses de financement de la récolte.* Ces frais consistent essentiellement, d'une part dans le paiement des intérêts qui permettent aux coopératives de faire des avances sans intérêt, sur le Blé acheté avec livraison différée, d'autre part dans le versement de subventions aux coopératives, pour leur permettre éventuellement de faire face à leurs frais de gestion. Ces dépenses sont évalués, de leur côté à 20 Millions. Pour couvrir ces deux catégories de dépenses, l'Office aura à sa disposition des ressources générales et des ressources spéciales.

Ressources générales. — La principale est la taxe à la production, portant sur les producteurs de plus de 100 quintaux,

Taxe progressive 12 Millions de quintaux supportant au tarif moyen de 2 Fr. par quintal cette taxe), on estime son rendement à 24 Millions. En second lieu, la taxe de mouture frappant les moulins écrasant + de 8000 quintaux par an.

Ressources spéciales. — Pour compenser les frais de contrôle exigés par le fonctionnement de l'Office, 0 Fr. 15 cent. par quintal seront prélevés sur chaque quintal de Blé vendu, soit par les coopératives et organismes assimilés, soit par les négociants.

Cette recette sera affectée par 1/2 aux comités départementaux et à l'office. Enfin les amendes infligées aux contrevenants pour enfraction à la loi du 15 Août 1936 iront pour moitié à l'Office et pour moitié au budget de la commune sur le territoire de laquelle le principal établissement du délinquant est situé.

Ainsi que l'affirment Mr. Jaubert à la Chambre et Mr. Chauvau au Sénat, au nom de la commission des finances de leur assemblée, l'équilibre financier de l'office semble assuré.

En réalité, malgré toutes les précautions prises par le législateur, et qui certes ne sont pas négligeables, des surprises sont encore à craindre.

En particulier, le papier des coopératives, présenté à l'es-compte de la Banque de France ou de la Caisse Nationale, ne présente généralement qu'une seule signature connue de ces établissements : l'Aval de l'Office.

Si toutes les coopératives Françaises étaient parfaitement gérées, l'inconvénient serait minime, mais il est à craindre qu'à cause du nombre considérable d'effets avalisés, l'Office ne soit obligé de faire honneur à sa signature, beaucoup plus souvent qu'il ne serait souhaitable.

Effets et Warrants agricoles, avalisés par « l'Office de Blé »

Loi du 15 Août 1936

Au	18 Sept.	1936	9.784.750
	2 Oct.	1936	20.443.350
	6 Nov.	1936	475.528.728
	4 Dec.	1936	586.771.945
	8 Janv.	1937	423.088.153
	5 Fev.	1937	399.121.642
	5 Mars	1937	342.841.097
	2 Avril	1937	258.855.836
	7 Mai	1937	259.682.179
	27 Mai	1937	254.020.291



CHAPITRE TROISIÈME

LA POLITIQUE DU VIN ET LE COURT TERME

SECTION I

Mesures Législatives

Si le blé est la production de base de la majorité des Agriculteurs Français, la Vigne, dans le Midi de la France, est le principal et parfois le seul élément de l'exploitation paysanne. (1)

Les viticulteurs forment une partie importante et bruyante de la population de notre pays, et ils ont toujours eu la chance d'être représentés, dans nos assemblées législatives, par des parlementaires aussi soucieux des intérêts de leur clientèle qu'ardents à les défendre.

Comme tous les autres produits agricoles, et plus fortement que beaucoup d'entre eux, le vin a subi les conséquences d'une production intense, sans augmentation de consommation.

(1) Pour se rendre compte de l'importance que représente la production de vin de la France, il suffit de rappeler que pour 1935, 1.657.792 viticulteurs ont fait une déclaration de récolte : Que la superficie des Vignes en production a atteint 1.504.954 Ha. répartis dans 63 départements et que les chiffres des quantités de vin récoltées en France Continentale s'est élevé à 13037 Hectolitres. J. O. du 21 Dec. 1935.

Aussi lorsque le déséquilibre causé par une forte augmentation de l'offre, sans accroissement possible de la demande eut entraîné une chute rapide des cours, de nombreux champions se levèrent, pour se porter au secours de la viticulture menacée.

Exposé de la situation. — La situation des Viticulteurs, qui avait été difficile, à la suite de la belle récolte de 1929, devint critique à partir de 1933. Le prix du vin s'effondrait, alors que le coût de la main d'œuvre, du matériel agricole et des engrais ne baissait que dans de faibles proportions.

Le prix d'un hecto, de vin rouge ordinaire de 9° passait de

Octobre :	$\frac{1926}{133 \text{ Fr.}}$	$\frac{1930}{117 \text{ Fr. } 50}$	$\frac{1933}{82 \text{ Fr.}}$	$\frac{1934}{42 \text{ Fr.}}$
-----------	--------------------------------	------------------------------------	-------------------------------	-------------------------------

le main d'œuvre et le matériel viticole ne subissaient pendant la même période qu'une baisse de 25 %.

Pour revaloriser le prix du vin, plusieurs solutions s'offraient au législateur, il pouvait :

- a) Agir sur l'offre, en diminuant la quantité des vins écoulés sur le marché (droits de douane, contingentement).
- b) Agir sur la demande, en augmentant la consommation.
- c) Réformer la structure du marché, en organisant un nouveau marché, réglementé, analogue à celui qui existe pour le Blé depuis la création de l'Office.

Comment l'état est intervenu.

Nous voyons à partir de 1930 l'État agir énergiquement sur le marché intéressé, une législation abondante, en témoigne :

Les lois du 1^r Janvier 1930 et du 8 Juill. 1933, du 24 Dec. 1934, les décrets lois du 28 Sept. et du 30 Oct. 1935, sont sans doute les textes les plus importants. Nous n'envisagerons

pas d'étudier ici, en détail, la législation Viticole tout entière, un volume n'y suffirait pas, notre compétence non plus.

Nous nous efforcerons de dégager les idées essentielles et l'évolution rapide des mesures envisagées.

Les remèdes employés par le législateur, ne visaient pas tous au même but ; les uns étaient considérés comme un palliatif temporaire, à un état de choses exceptionnel, lorsque d'autres plus énergiques, devaient arrêter définitivement toute surproduction.

Les remèdes temporaires :

La Distillation obligatoire et le Blocage.

Dès que la crise s'est manifestée, il fallut agir vite, l'assainissement du marché, exigeant avant tout le rétablissement de l'équilibre entre l'offre et la demande, compromis par les récoltes élevées de la Métropole et les importations sans cesse accrues de l'Algérie. Il fallait, soit accroître les besoins, soit diminuer l'offre.

Comment accroître les besoins ? Si on examine les débouchés offerts à la production Nationale de Vin, on constate que les possibilités d'écoulement en dehors de la consommation taxée et de la consommation libre sont faibles, soit par exportation soit par la transformation en vinaigre ou en mistelles. Or on ne pouvait songer à augmenter la consommation de bouche, ou à accroître la fabrication des vinaigres et des mistelles, encore moins à augmenter les exportations, à une époque où la crise invitait tous les gouvernements à fermer leurs frontières. On pensa alors à la distillation obligatoire, comme à une des mesures essentielles de salut.

a) *La distillation obligatoire.* L'Idée était tentante : Elle était juste aussi, car l'alcool produit devait trouver un débou-

ché facile dans l'industrie. Elle ne choquait pas non plus les intéressés, seul le caractère obligatoire de la mesure était nouveau pour l'Agriculture.

Dans chaque période de Crise, la distillation a constitué le moyen le plus sur, pour combattre une surabondance de l'offre. Mr. GERVAIS, dans un article paru le 19 Nov. 1934 dans « l'Eclair de Montpellier » écrivait à ce propos : La distillation obligatoire est avant tout appelée à retenir notre attention, parcequ'elle nous ramène à une pratique, mieux encore à une tradition, à une vérité ancestrale. Dans l'histoire de notre Vituculture Méridionale, la distillation a toujours joué un rôle de premier plan, elle a été dans les circonstances difficiles la libératrice du marché du vin. (1)

D'après les calculs de Mr. Barthe, la distillation obligatoire suffirait à elle seule à résorber les excédents.

Dans une lettre au Directeur de « L'Indépendant des Pyrénées Orientales » le président de la commission des boissons écrit : « Pour résorber un excédent de l'ordre de 19.800.000 hectolitres, la commission a recommandé au gouvernement d'appliquer le barème de distillation conservé depuis lors par le décret du 20 Déc. dernier. D'après les calculs établis par l'administration, ce barème exigera la fourniture de 1.787.000 hectolitres d'alcool, soit 947.000 hectos, par les viticulteurs métropolitains, et 839.200 par les récoltants algériens.

En considérant le degré moyen des vins de la dernière récolte, il est normal d'évaluer à 8° la teneur des vins Algériens à sacrifier.

(1) Suit un exposé des crises de 1875 et de 1900, et du rôle important joué par la distillation pour l'assainissement du marché.

La distillation obligatoire affectera les quantités de vin ci-après :

$$\text{Métropole : } \frac{947.800. \times 100}{10} = 11.847.00$$

$$\text{Algérie : } \frac{839.200 \times 100}{10} = 8.392.000$$

Ce total dépasse légèrement l'excédent arrêté par la commission; l'assainissement du marché n'est pas douteux.

L'alcool ainsi produit, est racheté par l'Etat, qui depuis le 30 Juillet 1935 a institué en sa faveur un monopole complet de tous les alcools.

Le prix d'achat des alcools varie, mais quand le viticulteur a fait ses comptes, il s'aperçoit que le revenu tiré de son vin distillé est minime (2 Fr. à 2 Fr. 50 au maximum). l'opération est déficitaire et la conclusion dès maintenant s'impose : la distillation obligatoire ne peut être qu'une mesure temporaire.

Le Blocage comme l'a fort bien dit Mr. GERVAIS, est une opération destinée à écarter du marché des vins les quantités excédentaires, qui pour un exercice donné et en cas de récolte surabondante risquerait de troubler ses capacités fonctionnelles et de rompre son équilibre.

Interdire l'accès du marché « durant cet exercice » aux quantités excédentaires, et contraindre le producteur à les conserver par devers lui, voilà l'unique but du Blocage.

Les modalités du Blocage sont d'ailleurs variées, avec les divers textes législatifs en vigueur, mais quelques soient ses formes, le blocage présente les inconvénients que nous avons déjà relevés pour le stockage des froments. Il suppose, pour réussir, qu'une récolte mauvaise ou faible succède à la récolte excédentaire, car dans le cas de deux ou plusieurs

belles récoltes consécutives la situation se trouve encore aggravée, par l'existence des stocks de l'année précédente.

Les mesures définitives. — L'Arrachage.

Les inconvénients du blocage, les possibilités limitées de la distillation obligatoire, n'avaient pas échappé à l'attention des milieux viticoles, certains ont cru trouver la solution définitive dans l'arrachage des vignes en excédent, ainsi pensaient-ils, le mal serait pris dans sa racine et le remède radical. Mais toutes les mesures concernant l'arrachage ont toujours soulevé de violentes objections, car c'est une atteinte directe au droit de propriété. (1)

C'est cependant à l'arrachage, volontaire d'abord, obligatoire ensuite, que le législateur a demandé de résoudre la Crise Viticole.

SECTION DEUXIÈME

Financement et Crédit

Les conditions dans lesquelles le crédit agricole, par l'intermédiaire des caisses régionales peut venir en aide aux coopératives, vinicoles et aux Viticulteurs isolés, ont fait l'objet de deux circulaires adressées le 20 Sept. et le 23 Oct.

(1) Eloquente protestation de Prosper Gervais, dans l'Eclair de Montpellier du 29 Octobre 1934. — : « L'arrachage, oui peut-être, mais lorsqu'il aura été bien démontré qu'aucune autre solution n'est possible.

Que diraient, s'ils pouvaient revenir, les Planchon, les Gaston Bazille, les Litchtenstein, Louis Viala, etc.... tous ces nobles pionniers de la crise phylloxérique.

Est-ce pour en arriver là que tant d'efforts ont été déployés, de luttes soutenues ?

1935, par le Directeur Général de la Caisse Nationale de Crédit Agricole aux présidents des caisses régionales.

a) *Prêts sur Warrants.* — En principe ces prêts sont effectués pour une durée de trois mois, sur la base de 4 Fr. par degré hectolitre (1) mais ils peuvent faire l'objet de deux prorogations trimestrielles.

Dans le cas où le warrant est prorogé, l'avance est réduite à 3 Fr. 60 pour la première prorogation, 3 Fr. 20 pour la seconde. Cette mesure a été prise afin que le viticulteur ayant warranté ne se désintéresse pas complètement de la vente de sa récolte. Généralement l'emprunteur peut rembourser le prêt, lors de la première échéance trimestrielle, au moyen de fonds provenant de la vente de la portion de sa récolte non-warrantée; mais pour éviter tout découvert pouvant provenir de la réduction prévue ci-dessus, les coopératives vinicoles ne consentent qu'une avance inférieure à la base fixée. (2)

Les warrants régulièrement établis, peuvent être acceptés à l'escompte, par la Caisse Nationale de Crédit Agricole sous certaines conditions déterminées :

a) Ils doivent être établis à 3 Mois d'échéance.

b) Ils doivent être endossés par deux représentants de la Caisse Locale de la circonscription de l'emprunteur, et deux représentants de la Caisse Régionale intéressée.

Lorsqu'il s'agit d'emprunteurs individuels, les effets et warrants doivent être accompagnés de renseignements précis sur la situation financière des souscripteurs.

(1) Une circulaire du Directeur Général de la Caisse Nationale de Crédit Agricole en date du 22 Juillet 1936, fixait la même base pour les avances faites sur les vins de la récolte 1936.

(2) Exceptionnellement, si les emprunteurs peuvent justifier qu'ils n'ont pu faire aucune vente, les Caisses Régionales pourront être autroisées à renouveler sans réduction. (Circ. 6 Fév. 1936).

Pour les coopératives Viticoles, les Caisses Régionales doivent adresser à la caisse Nationale de Crédit Agricole :

1^o) Une copie conforme des statuts de la coopérative.

2^o) Copie de procès-verbal de l'assemblée Générale ayant autorisée l'emprunt.

3^o) État du dernier bilan.

4^o) État des vins existant en cave.

Le Décret Loi du 28 Septembre 1935 a considérablement augmenté la sécurité du porteur de warrant, en lui permettant d'immobiliser le gage, jusqu'à extinction de la dette. (1)

b) *Engagement de garantie.* — A la suite des modifications apportée à la législation des warrants agricoles, par le décret Loi du 28 Sept. 1935, qui permettait aux tiers de se faire délivrer sans autorisation de l'emprunteur un état des inscriptions du warrant, les Viticulteurs du Midi, soucieux de garder le secret de leurs affaires, avaient manifesté leur intention de ne plus recourir aux warrants agricoles.

C'est dans ces conditions, que de nouvelles facilités de crédit ont été accordées par le décret-Loi du 23 Octobre 1935, qui a institué un régime de prêt sur gage, qui permet aux viticulteurs de donner leur vin en garantie d'un prêt, sur simple inscription au bureau des contributions indirectes. Cette inscription confère au Porteur et notamment à la Caisse Régionale de Crédit Agricole, un privilège sur le vin ainsi donné en dépôt (2).

L'inscription de cet engagement de garantie, donne au

(1) Les caisses régionales avaient manifesté quelques inquiétudes à la suite d'un arrêt d'un jugement du tribunal civil d'Alençon du 19 Fev. 1932, (Gaz. du palais du 5 mars 1932) décidant que l'emprunteur n'avait aucun recours contre l'acquéreur de bonne foi.

(2) Voir en Annexe un modèle d'engagement de garantie.

porteur un privilège de même ordre et de même nature que celui du porteur de warrant Agricole ; il peut notamment être transmis par voie d'endossement, au terme de la lettre N° 2028 de la Direction Générale des Contributions Indirectes du 30 Octobre 1935, qui a précisé les modalités de fonctionnement du système d'avance sur récolte de vin, Les engagements sont inscrits en principe dans les bureaux des directions départementales.

A cet effet, les engagements des emprunteurs sont établis suivant un modèle réglementaire et enregistrés sur des registres spéciaux.

*
* *

Enfin, dans le but de faciliter le financement des récoltes par des avances à court terme, la commission des boissons de la Chambre des Députés, a obtenu à l'égard des engagements de garantis, ou warrants souscrits par les viticulteurs la garantie du département.

L'engagement du département constitue un élément de sécurité particulièrement appréciable, qui vient s'ajouter aux garanties spéciales données par les emprunteurs. (1)

Dans la pratique, l'intervention du département se manifeste par une délibération du conseil général, accordant la garantie jusqu'à concurrence d'une somme déterminée et déléguant aux préfets les pouvoirs nécessaires.

Ces diverses mesures ont entraîné une progression très

(1) Plusieurs départements avaient garanti de cette façon les prêts accordés aux pensionnés militaires et aux victimes civiles de la guerre. Le Ministre de l'Agriculture s'autorisant de ce précédent envoya le 25 Juillet 1936 une circulaire aux préfets leur prescrivant : « de signaler aux conseils généraux l'intérêt qu'il y aurait à voter une garantie analogue, pour assurer le remboursement aux échéances fixées des prêts consentis aux Viticulteurs.

nette des opérations de warrantage sur les vins, qui sont passées de 74 Millions en 1934 à 94 Millions en 1935, (1) La majeure partie de ces crédits, étant d'ailleurs alloués à des collectivités, au 31 Décembre 1935, 586 caves avaient bénéficié de 241 Millions de francs. (2)

Les distilleries coopératives avaient à la même date obtenu des prêts presque aussi importants.

Vis à vis de ces organismes, il semble d'ailleurs que l'État ait fait preuve d'une prodigalité un peu inconsidérée, déjà au cours des années 1935 et 1936, quelques coopératives de la région Languedocienne ont connu de grandes difficultés pour faire face aux engagements qu'elles avaient souscrit un peu à la légère.

C'est là un sérieux avertissement, et, s'il n'en est pas tenu compte dans l'octroi de nouveaux crédits, il est malheureusement presque fatal que les finances de l'État n'aient à supporter des pertes sévères.

Les prêts individuels, au contraire, sont restés contenus dans de plus justes limites, les propriétaires qui ont effectué l'arrachage, ayant obtenu de l'État une quantité importante d'argent liquide, (jusqu'à 7000 Fr. l'Hect.).

Quant à ceux qui étaient soumis au Blocage, c'était très souvent de grands propriétaires terriens et non pas des clients habituels du Crédit Agricole.

(1) Voir pour 1936 et 1937 infra.

(2) Avances à long et moyen terme comprises.

CHAPITRE QUATRIÈME

LA POLITIQUE DE LA VIANDE ET LE COURT TERME

SECTION I.

Mesures législatives.

La crise sur le marché de la viande est particulièrement intéressante à étudier, bien qu'elle n'ait agi que d'une façon tout à fait indirecte, et somme toute assez faible sur le volume des prêts du Crédit agricole Officiel. Elle présente des caractères particuliers, très différents de ceux que nous avons pu relever lors de notre rapide étude sur les marchés du Blé et du Vin, et ceux-ci ont entraîné des formes d'intervention et de financement que nous n'avons pas rencontrée jusqu'ici.

La crise ne se manifeste qu'à partir de 1932, ou tout au moins, de la seconde partie de la campagne de 1931.

Les années 1929 et 1930 qui ont vu pour beaucoup de productions, le début ou la croissance du malaise, pouvaient être considérées comme des années de prospérité pour les producteurs de viande.

Cette dépression s'est manifestée, comme sur le marché du Blé ou sur le marché du Vin, par une chute des prix de vente à la production. Si nous étudions l'évolution des prix

au Marché de la Villette d'un Kilo de viande de première qualité, nous avons le tableau suivant :

<u>Années</u>	<u>Bœuf</u>	<u>Veau</u>	<u>Mouton</u>	<u>Porc</u>
(1) 1929	9 F 92	14 F 90	18 F 40	13 F 02
1930	11 F 43	15 F 61	19 F 36	12 F 10
1931	10 F 68	13 F 81	18 F 33	9 F 63
1932	8 F 04	11 F 36	15 F 61	10 F 09
1933	7 F 04	10 F 93	15 F 28	9 F 75
1934	6 F 42	9 F 61	15 F 53	6 F 96
1935	5 F 76	8 F 60	14 F 35	5 F 76
1936	6 F 94	10 F 08	13 F 78	7 F 87

Mais si les prix ont baissé, ce n'est point parceque la demande a fléchi, entraînant un gonflement des stocks, comme pour les marchés que nous avons étudiés précédemment, la consommation de viande n'a cessé d'augmenter pendant les années de Crise, car son prix de vente baissait en même temps que les revenus des différentes classes de la nation.

En 1935, par exemple, qui peut être considérée comme l'année où la crise sévit avec le plus d'intensité, les chiffres que nous avons cités en font foi, les arrivages sont légèrement supérieurs à ceux de 1929, année de prospérité.

La mise en vente en 1935 a porté sur :

(2)	33.940.472 K de Bœuf	contre	33.108.055 K en 1929
	41.048.934 K de Veau	»	39.159.583 »
	12.046.032 K de Mouton	»	11.749.769 »
	12.151.634 K de porc	»	8.168.463 »
Soit au			
TOTAL	99.477.073 K en 1935	»	92.185.870 K en 1929

(1) Renseignements fournis par l'association des producteurs de viande.

(2) Ces chiffres, montrant les arrivages aux Halles Centrales, sont tirés du rapport de Mr. Chrétien, sur les opérations du service Sanitaire de Paris, et de la Seine.

et la consommation totale de la Viande est passée de
(1) 1.363.000 T en 1931
année que l'on peut considérer comme marquant le début de
la Crise, à

1.373.000 T pour 1932
1.440.000 T pour 1933
1.473.000 T pour 1934
1.524.000 T pour 1935

de sorte que c'est en 1935, année où les prix ont été les plus bas, que la demande de viande a atteint les niveaux les plus élevés. Pour 1936, la consommation s'est maintenue sensiblement au même niveau qu'en 1935; mais à partir de 1934 on peut dire que dans la plupart des cas les prix cessaient d'être rémunérateurs pour le producteur, les prix des produits et services étant loin d'avoir baissé dans la même proportion que la viande sur pied.

Comment a-t-on combattu la crise?

Diverses solutions sont possibles; restriction de l'offre? Ceux qui préconisent une telle solution font généralement supporter toute la responsabilité aux producteurs de l'étranger; l'argument est d'ailleurs facile et trouve toujours créance.

Action sur la demande?

C'est la théorie dite du « pouvoir d'achat ».

L'Économie ne peut être sauvée que par l'amélioration de la situation des classes populaires.

Quelques uns enfin estiment que la structure même du marché est viciée, défectueuse, et qu'il faut plutôt en changer. Les pouvoirs Publics soumis précisément à l'in-

(1) Revue des Producteurs de Viande.

fluence de divers courants, que nous venons de rappeler, ne voulant déplaire à personne et n'ayant pas sur la question des idées bien précises, préparent des lois, promulguent des décrets, qui changent avec les Ministres et ont pour résultat de n'être plus que des compromis et de n'apporter, comme tels, que des solutions d'une efficacité douteuse.

La demande, nous l'avons vu, n'avait cessée de croître, c'est le phénomène le plus curieux, et qui s'explique, à notre avis, par le caractère particulier de ce Marché. Le bétail, contrairement au Blé et au Vin ne peut être conservé longtemps, pour atteindre des cours meilleurs. L'engraissement terminé, la bête doit être vendue. Il n'y a pas de stockage ou de Blocage possible. Tout le bétail produit, vient s'offrir sur le marché, les cours s'établissent suivant le jeu de l'offre et de la demande et si les offres sont excessives, les prix baissent jusqu'à ce qu'il se forme une contre-partie. Celle-ci a toujours lieu, quand les prix sont suffisamment bas.

La réorganisation du Marché, par la création d'un Office de la Viande représenterait également un tel bouleversement de l'état de chose actuel, que bien peu, parmi les législateurs semblent avoir envisagé semblable solution.

En définitive, c'est par son action sur l'offre, que le gouvernement a essayé d'améliorer la tenue des cours. Nous n'exposerons pas toutes les mesures douanières qui ont eu pour but de conserver aux produits Français la primauté sur le Marché, et nous nous contenterons d'examiner les dispositions d'ordre interne.

Le but poursuivi, a été d'une part, de régulariser les offres sur le Marché, en développant les opérations de Warrantage des Bestiaux, (Les éleveurs trouvent des fonds, sans être obligés d'écouler leurs produits, peuvent ainsi échelonner leurs ventes, ce qui contribue à donner aux cours une cer-

taine stabilité) : d'autre part de les restreindre, en éliminant tout le Bétail de mauvaise qualité.

Les Bovins dont le mauvais état général était causé par la *tuberculose* devait être abattus et la viande détruite.

Enfin, les conditions d'abatage furent améliorées, en permettant l'écarissage, dans les centres mêmes de production.

Ces mesures réalisées par la loi du 16 Avril 1935 et le Décret-loi du 28 Sept. de la même année, ont nécessité des modifications importantes dans le système de financement et de Crédit.

La loi du 18 Juillet 1898, qui avait organisé en France les warrants Agricoles, ne permettait pas de contracter des emprunts sur les animaux. Dans le but d'étendre les facilités de crédit accordées aux agriculteurs, ce warrantage fut permis postérieurement, par la loi du 30 Avril 1906. Cette loi distinguait : les animaux simplement nourris sur le fond en vue de la vente, pour lesquels le warrantage était autorisé, et les animaux servant à l'exploitation, immeubles par destination, quand il s'agit d'un propriétaire exploitant, dont le warrantage était interdit. (1)

Cette réglementation était à l'origine de nombreux litiges.(2)

Le Décret-loi du 28 Septembre 1935 a aboli cette distinc-

(1) Distinction subtile à faire dans la pratique, une paire de bœufs limousins ou Charollais qui travaille dans l'exploitation, pendant la première partie de la campagne, pourra être mise à l'engrais à l'automne et vendue grasse au cours des foires d'hiver : doit-elle être rangée dans la première ou dans la deuxième catégorie?

(2) Voir : Caisse Régionale de Grenoble, contre ex-reine Amélie de Portugal. Annales de la Mutualité et de la Coopérative Agricoles 1934. p. 142 et suiv.

tion, désormais tous les animaux de l'exploitation peuvent être donnés en gage.

Cette nouvelle Législation, a, semble-t-il augmenté sensiblement le volume de warrantage sur les bestiaux, qui sont passés de 52 Millions en 1934 à plus de 60 Millions en 1935.

Certaines régions d'herbage, Nivernais, Normandie, ont besoin, plus que les autres pays d'élevage de crédit à court terme. Elles se spécialisent en effet dans l'embouche, (achat de bêtes maigres pour l'engraissement à l'herbe et la revente à la fin de la campagne).

La Banque de France a compris depuis longtemps, quels étaient les besoins des emboucheurs, et depuis de nombreuses années elle leur consent annuellement la quasi-totalité des prêts qui leur sont nécessaires, au moyen d'Effets d'embouche. (1)

*
* *

Si les modifications apportées au régime de warrantage, ont accru le volume des avances à court terme, les mesures prises en application de la loi du 6 Avril 1935, pour l'assainissement du marché des viandes, ont surtout affecté le long terme. La loi prévoyait dans son article 4 que l'État pouvait mettre à la disposition de la Caisse Nationale de Crédit Agricole des avances destinées à permettre à cet établissement d'accorder des prêts aux communes, syndicats de communes, sociétés coopératives etc... en vue

(2) V. Javal. p. 63. La succursale de la Banque de France à Nevers et les emboucheurs.

de la construction et de l'aménagement des établissements d'abattage et de réception.

Le total des avances pouvant être consenti, annuellement par l'État, est fixé à 20 Millions, et le taux à 2 %. L'article 2 prévoit l'abattage d'animaux de l'espèce bovine dont l'élimination sera jugée désirable. Dans la limite des crédits disponibles, et indépendamment de l'indemnité prévue pour l'abattage des animaux ainsi éliminés, des subventions peuvent être accordées aux éleveurs qui auront engagé des frais pour la désinfection hygiénique de leurs étables.

Pour assurer le financement des opérations prévues, outre les 20 Millions précités, 35 Millions provenant de la taxe à l'abattage, perçus au titre de la loi du 7 Juill. 1933 étaient récupérés; d'autre part 28 Millions, provenant du doublement des droits de douane sur les graisses et oléagineux, étaient également affectés à l'assainissement du marché.

L'intervention de l'État, sur le Marché de la viande, comme sur les marchés du Blé et du Vin, ont développé un système de crédit aux groupements, communes, syndicats de communes, coopératives, associations ou syndicats agricoles, chargés d'assurer la défense du marché.

Mais alors que le financement d'une coopérative d'achat de Blé peut (1) (tout au moins théoriquement) être réalisé au moyen d'avances à court terme, de la caisse régionale, remboursables par règlement semestriels, il n'en est pas de même pour les organismes créés en application de l'art. 8 de la loi du 6 Avril 1935.

En effet, les diverses lois qui ont modifié les statuts et le mode de fonctionnement des coopératives de blé se sont

(1) V. Mécanisme et fonctionnement d'une coopérative.

appliqués le plus souvent à des sociétés déjà constituées, possédant leurs immeubles, silos, matériel de triage et d'ensachage, et dont les seules dépenses étaient l'achat des céréales.

Au contraire, les installations de centres frigorifiques, ou d'abattage, ont du être créés de toutes pièces, et l'argent ainsi immobilisé, ne peut-être rendu aussi rapidement.

Ces prêts, ainsi que nous venons de le constater, n'ont porté que sur des sommes très modiques (une quinzaine de millions pour 1936) (1) ils ont pourtant, de l'avis de tous les techniciens, aidés à améliorer, d'une façon certaine, la situation du marché de la viande.

Nous croyons même que, (toute proportion gardée) ils ont été beaucoup plus efficaces pour l'assainissement de ce marché, que les prêts ou crédits permettant l'organisation du blocage et du stockage des récoltes de Blé et de Vin.

Ces mesures n'ont le plus souvent servi, qu'à reporter des excédents et des stocks, d'une année sur l'autre, à reculer le problème, sans y apporter de solution.

Au contraire, l'abattage du bétail, a agi d'une façon directe sur l'offre.

Le marché a été immédiatement débarrassé du bétail abattu, et il est certain que c'est là une des raisons qui ont permis, malgré la modicité du soutien, le rétablissement relativement satisfaisant du cours des viandes.

(1) R. O. II.

CHAPITRE CINQUIÈME

SECTION UNIQUE

LES RÉSULTATS DE LA POLITIQUE D'INTERVENTION, L'EFFORT FINANCIER ACTUEL.

Au fur et à mesure que se précise l'intervention de l'État sur les marchés agricoles, les besoins de crédit à court terme des producteurs, deviennent de plus en plus pressante.

Les caisses de l'Etat doivent avancer

65 Millions en 1929

420 Millions en 1933

1 Milliard 1/2 en 1935

Pour 1936 et 1937 le tableau suivant indiquera le montant des effets et warrants escomptés par la Banque de France et la Caisse Nationale.

Warrants agricoles escomptés de janvier 1936 à Janvier 1937

Dates	Blé	Vin	Divers	Totaux MENSUELS En millions
1 Janv. 1936	26.877.890	18.769.756	415.900	98
15 » »	28.656.100	18.674.626	347.720	
1 Févr. »	30.427.460	16.819.372	164.000	97
15 » »	34.537.174	15.737.612	127.500	
1 Mars »	36.502.698	15.046.002	1.001.700	105

Dates	Blé	Vin	Divers	Totaux MENSUELS En millions
15 Mars 1936	37.618.648	15.276.932	975.200	
1 Avril »	38.134.348	14.816.012	1.167.200	102
15 » »	38.657.948	13.752.846	1.245.700	
1 Mai »	37.283.874	13.492.230	1.484.200	89
15 » »	30.286.674	12.802.795	1.549.000	
1 Juin »	29.540.774	12.724.856	1.505.000	75
15 » »	22.472.040	12.225.761	1.854.100	
1 Juillet »	18.227.900	11.599.835	1.819.100	51
15 » »	17.445.300	11.814.170	1.806.800	
1 Août »	3.877.420	10.265.350	1.847.400	26
15 » »	3.405.500	19.462.230	1.771.900	
1 Sept. »	2.936.500	17.993.796	1.448.100	25
15 » »	3.125.000	6.721.086	1.737.600	
1 Octo »	12.636.500	6.430.366	1.687.100	63
15 » »	18.552.055	6.727.368	1.735.400	
1 Nov. »	18.025.279	5.369.168	1.619.700	440
15 » »	20.071.515	5.199.190	1.502.200	
1 Déc. »	20.854.775	5.712.320	298.500	674
15 » »	21.979.775	5.409.147	364.500	
1 Janv. 1937				576
1 Fév. »				492
1 Mars »				368
1 Avril »				
1 Mai »				377

Caisse Nationale. — L'escompte 1936 s'élève à

2 Milliards 645 Millions pour le vin et

174 » pour le blé.

Mais, contrairement aux textes législatifs, un régime transitoire a permis le réescompte partiel de ces effets à la B. D. F.

Une partie des effets, que l'on peut évaluer en gros à 5 % figurent sous la rubrique précédente.

La progression est un peu effrayante, d'autant plus que l'écart entre le prix de production et le prix de vente du produit, tend à devenir plus normal. Ce n'est donc pas la crise qu'il faut rendre responsable de ces besoins croissants de Crédit, mais la politique systématique d'intervention, suivie par l'État, qui en empêchant la production de vendre librement, l'oblige à demander des avances sur sa récolte.

En particulier, depuis la création de l'office du Blé, les Coopératives qui doivent acheter les 8/10 de la production Française de Froment, et qui dans le texte primitif devaient même se charger de la totalité de la récolte, se voient dans l'obligation de débours 3 ou 4 Milliards, qu'elles sont loin de posséder.

Le Crédit sous forme d'avances à court terme, est donc devenu dans le cadre de la législation actuelle, le complément de la politique d'intervention; et cette situation ne laisse pas d'être inquiétante, car elle fait bénéficier l'agriculture de Crédits qui ne correspondent pas toujours à ses besoins réels. Nous n'en voulons pour preuve, que les difficultés quasi insurmontables que les emprunteurs à court terme individuels ou collectifs éprouvent à l'heure actuelle, pour rembourser leurs prêts aux échéances fixées.

Dès 1935, les coopératives et les particuliers, faisaient entendre leurs doléances par la voix autorisée des chambres d'Agriculture.

La Chambre d'Agriculture d'Avignon, dans son assemblée Générale de Mai 1935, réclame « Des prolongations de délai et la transformation de dettes à court terme, en dettes à long terme « amortissables ».

Les chambres d'Agriculture des Cotes du Nord et celles des Basses-Pyrénées, émettent des vœux analogues.

Le législateur ne devait pas rester insensible à ces doléances, et une loi du 24 Mars 1936, renouvelait jusqu'au 31 Dec. 1939 les prêts consentis en vertu des textes de 1934 et de 1935 sur la défense du marché du Blé. (1)

Ce texte portant sur des avances dont le total atteint 800 Millions de francs, transforme en fait le crédit à court terme, consenti par les caisses de crédit agricole, en crédit à moyen terme. Ce texte a d'ailleurs été suivi d'une loi dans le même sens. Il apparait donc, que le crédit à court terme (qui en période de crise, est de beaucoup préférable au crédit à moyen et long terme) ces derniers en tant que crédit à la production ne sont pas propres à remédier à une crise de surproduction), n'a pas joué au cours de la crise actuelle le rôle auquel il était destiné.

Distribué avec une grande libéralité, et sans garantie suffisante, il fut par le jeu des renouvellements, converti trop souvent, en crédit à Moyen Terme.

Cet excès de facilité, a incité le paysan à sortir de sa prudente réserve traditionnelle, pour se livrer à des achats de bestiaux ou de matériel hors de proportion avec les besoins réels de l'exploitation.

Loin de permettre aux producteurs de se tirer d'un mauvais pas, il a dans ce cas particulier aggravé sa situation, et l'emprunteur a été soutenu par le crédit, comme le pendu par sa corde.

Libéral pour les particuliers, l'État a été prodigue à l'égard des organismes syndicaux ou corporatifs.

(1) Documentation. T. C. A. 10-7-1936, p. 659.
J. O. 26 Mai 1936.

Nous avons vu que la nouvelle législation sur le blé, en particulier, obligera l'État à avancer non plus des millions, mais des Milliards.

Il est à craindre que les Caisses Publiques ne revoient jamais une partie de cet argent, si généreusement avancé; car même, en admettant que tous les Directeurs de Coopératives soient intègres, et désintéressés, il est malheureusement par trop certain, que tous ne possèdent pas les connaissances techniques ou financières, leur permettant de manier sans dommage des sommes aussi importantes.

D'autre part, il n'est pas certain, que le système de financement employé, soit incontestablement le meilleur.

L'organisation actuelle, qui oblige le numéraire à aller de la Coopérative, ou de l'organisme local à la Caisse Nationale, (Généralement par le canal de la Caisse de dépôts et consignation), pour revenir à l'organisme local, lorsque les besoins de crédit se font de nouveau sentir, n'est peut-être pas l'idéal.

Un crédit Mutuel, dans le cadre Régional, semble préférable, toutes les fois où il est possible.

Enfin, le crédit est apparu, trop souvent, comme une Mane Electorale, que les partis au Pouvoir, distribuaient généreusement, à leurs meilleurs agents.

Malgré ces critiques, il faut reconnaître que c'est grâce au crédit à court terme, que certains agriculteurs ont pu passer sans trop de dommages, la redoutable période 1933-1936.

II^e PARTIE

LE CRÉDIT LIBRE

CHAPITRE PREMIER

L'UNION DES CAISSES RURALES DE NANTES

Si la plupart des caisses locales et des caisses régionales dépendent de la caisse Nationale de la Rue Casimir Périer, il ne faut pas croire que celle-ci ait un droit de regard sur la totalité de ces organismes.

Un certain nombre, bien qu'ils aient été fondés, conformément à la loi de 1920, rejettent le contrôle des inspecteurs de la Caisse Nationale; d'autres aussi dont les statuts reposent sur des bases assez différentes, sont rattachées à « l'Union des Caisses Rurales et Ouvrières Françaises » dont le siège social est à Nantes, ou à la Banque Fédérative de Strasbourg.



Les principes, qui ont présidé à la création des caisses Nantaises, sont ceux qui ont été dégagés par le Grand Maître le père des Caisses d'Epargne et de prêts, Raiffeisen.

Les voici, d'ailleurs, tels qu'ils sont exposés par Louis Durand, leur Fondateur, dans un petit ouvrage de vulgarisation.

*Principes fondamentaux des Caisses de Crédit mutuel
système Raiffeisen.*

1^o) La caisse limite l'étendue de son activité à un territoire bien déterminé (si possible seulement à une commune ou à une paroisse) et les membres doivent être domiciliés dans cette circonscription. (1)

2^o) Tous les membres de la Caisse sont solidairement responsables, et sur tous leurs biens, de tous les engagements contractés par la Société. *La responsabilité est illimitée.*

3^o) Des prêts ne peuvent être accordés qu'aux membres de la Caisse et contre garanties (caution, gage ou hypothèque).

4^o) L'Administration et la surveillance sont gratuites; seuls, le comptable et son secrétaire, s'ils ne font pas partie des Conseils, peuvent recevoir une rétribution en rapport avec leurs services.

5^o) Il ne peut être distribué aucun dividende. Tous les bonis réalisés par la Caisse sont affectés à la constitution d'un fonds de réserve dont le montant ne peut jamais être partagé entre les membres.

6^o) La caisse Locale doit s'affilier à l'Union des Caisses, adopter ses livres, sa comptabilité, ses formules et se laisser inspecter par elle. Elle doit se soumettre de plus à l'inspection du Groupe auquel elle appartient.

Ces principes sont entre eux en corrélation des plus intime; ils forment comme une chaîne dont aucun anneau ne peut être enlevé sans que l'ensemble soit rompu.

Œuvre sociale avant tout, rigoureusement confessionnelle,

(1) « *Manuel Pratique* ». Par Louis Durand, fondateur de « l'Union des Caisses rurales », page 8.

la caisse ne prête qu'à ses seuls Sociétaires, et (1) pour un usage « *déterminé* », jugé utile par le conseil d'administration ».

Il est du devoir du Conseil de s'informer du remploi de la somme prêtée et de juger de la rentabilité de l'opération. (2)

Si l'emploi indiqué par l'emprunteur doit l'appauvrir, le prêt lui sera refusé; de même le conseil a toute latitude pour juger la valeur morale de son futur débiteur. Il lui est recommandé d'examiner surtout :

1^o) Si l'emprunteur est un homme laborieux, économe et rangé.

2^o) Si l'emprunt n'est pas trop considérable, par rapport à ses ressources.

3^o) Si l'emprunteur a une solvabilité suffisante pour couvrir la Caisse.

Enfin, quelque soit la fortune du Sociétaire, la Caisse ne lui prête qu'autant qu'il donne une garantie autre que sa signature, gage, hypothèque ou caution.

*
* *

Caisses locales.

Organisation économique et financière. — Pour prêter de l'argent il faut en avoir, or la caisse locale se fonde sans capital; son seul capital est en effet constitué par la garantie illimitée et solidaire d'un certain nombre d'agriculteurs. C'est pour cela qu'il est indispensable qu'ils soient laborieux, économes, possesseurs d'une petite fortune, en terre,

(1) Manuel Pratique : L. Durand, p. 23.

(2) Manuel Pratique : L. Durand, p. 53.

en bétail, en instruments agricoles, afin d'inspirer confiance aux prêteurs.

Cette confiance, et par suite, les crédits, en général ne manquent pas; le Prêteur sait que l'argent de la Caisse est employé sur place, et sous ses yeux à un usage productif et contrôlé. La difficulté réside bien plus dans le fait qu'il n'y a pas concordance entre les besoins de crédit des Sociétaires et les disponibilités de la Caisse locale.

C'est pour faciliter leur fonctionnement, qu'intervient utilement la Caisse Centrale ou Régionale.

Caisses centrales ou régionales.

Cet organisme s'appelle « Caisse Centrale » ou « Régionale » suivant qu'il comprend des Caisses de droit commun ou des caisses syndicales Agricoles. (1) Les Régionales contrôlent une trentaine de départements. (31 exactement), situés en majorité dans l'ouest et le sud-ouest.

Elles sont constituées sous le même régime et dans les mêmes formes que les locales qu'elles groupent. Ce sont donc des Sociétés en nom collectif, à capital variable, régies par la loi du 24 Juillet 1867. (Caisses Centrales) ou des Sociétés à capital variable régies par la loi de 1920 (Caisses Régionales) les unes et les autres à responsabilité illimitée.

Caisse générale du crédit mutuel de France.

Enfin et pour faciliter les opérations des Caisses régionales

(1) Bulletin de l'Union des Caisses Rurales Juil.-Août 1934.

(1) Bulletin de l'Union des Caisses Rurales Juil.-Août 1936.

() Distinction fondée sur l'origine des caisses : les premières étant constituées conformément aux dispositions de la loi de 1920, les autres déjà créées au moment de la promulgation de cette loi sont régies par la loi du 24 juillet 1867.

et Centrales, il a été créé en 1926 un organisme général de répartition nommé « Caisse Générale de Crédit Mutuel de France » et ayant son siège à Nantes, rue de l'Évêque Emilien.

La Caisse Générale est elle aussi une société en nom collectif à capital variable et à responsabilité illimitée. régie par la loi du 24 Juillet 1867.

Nous nous trouvons donc en présence d'un système complètement différent de celui du crédit Agricole Officiel; au sommet de l'Édifice, la Caisse Régionale de Crédit Mutuel ne fait que répartir par l'intermédiaire des régionales l'argent qui vient des Caisses Locales et qui leur fait retour au fur et à mesure de leurs besoins; alors qu'au contraire la Caisse Nationale de la Rue Casimir Périer est un organe de distribution, chargé de répartir les crédits législatifs.

*
* *

Les conséquences.

Une caisse locale Durand, a donc en somme une clientèle essentiellement rurale et locale. Ce système présente bien des avantages : Il lui permet d'obtenir le plus souvent des prêts moyennant un intérêt très modique, et par suite d'ouvrir à ses Sociétaires des Crédits, en se contentant d'un faible loyer, pour l'argent prêté.

Ne traitant qu'avec des particuliers, elle est indépendante des variations du taux de l'escompte de la B. D. F. qui ainsi que nous avons eu l'occasion de l'expliquer risquent en période de difficulté monétaire de causer de nombreuses pertes aux caisses locales débitrices de la Caisse Nationale de Crédit Agricole.

Enfin le faible circuit de l'argent prêté, qui sort rarement de la commune, et pour ainsi dire jamais du département

d'origine, facilite la gestion des fonds et évite la tentation de crédits trop faciles ou hasardeux.

Cette forme de crédit, la plus parfaite semble-t-il en période normale, perd la plus grande partie de son efficacité en période de crise économique. Les prêteurs et les emprunteurs recrutés dans la même classe sociale et dans la même région, subissent en même temps et avec la même intensité les effets de la Crise.

Ceux qui jusqu'ici avaient été créanciers de la Caisse sont souvent obligés de retirer leur dépôt, et faute de crédit, celle-ci doit diminuer le nombre de ses prêts, au moment précis où les demandes augmentent. Enfin, il est souvent hors de ses moyens et aussi de son but, de prêter aux grands organismes coopératifs ou syndicaux.

Les prêts effectués par les caisses de l'Union sont réalisés, soit au moyen de Billets simples (1) soit par ouverture de Crédit sous seing privé.

Ce dernier mode de crédit, présente d'ailleurs des avantages certains. Tandis qu'avec le Billet Simple, l'emprunteur reçoit immédiatement le montant de son emprunt, (qu'il en ait ou non besoin) et doit le rembourser à échéance fixe, avec le prêt sous seing privé, il obtient toute facilité, dans les limites de ce crédit, d'effectuer des emprunts par acomptes, à mesure de ses besoins de fonds.

Dans ce cas, l'emprunteur se trouve à la tête d'une sorte de compte courant en Banque, sans avoir eu à effectuer de dépôt, sans autre frais ni formalité qu'un simple reçu, avec timbre de quittance.

Il est très difficile d'avoir une idée sur le volume des prêts effectués pendant la Crise, par l'ensemble des Caisses Nan-

(1) Voir en Annexe un modèle de Billet simple.

taises. Les Caisses Locales et Régionales sont en effet dirigées par des hommes de Bonne Volonté, notaires, médecins ou prêtres, (1) qui ne se soucient pas d'établir des statistiques, ne présentant pour eux qu'une faible utilité. Le dévouement et la compétence des Directeurs des Caisses Libres, sont en effet hors de doute, mais des hommes qui ont le plus souvent un métier absorbant, ne peuvent fournir la même somme de travail que des professionnels du Crédit Agricole. (2)

Des informations statistiques, encore une fois tout à fait fragmentaires et incomplètes, que nous avons pu recueillir, il semble toutefois ressortir que les Caisses rurales Nantaises ont vu le nombre de leurs prêts s'accroître sensiblement jusqu'en 1935, à partir de cette date, au contraire, le volume des crédits est en décrue très nette.

Les caractéristiques dominantes des prêts effectués par les Caisses de l'Union, paraissent être : la proportion toujours très satisfaisante des remboursements annuels, même au cours des périodes les plus difficiles, et aussi la modicité du volume des crédits réalisés.

(1) C'est le cas le plus fréquent, 13 régionales sur 31 sont dirigées par des ecclésiastiques.

(2) Il ne faut pas oublier que les fonctions de directeur de Caisse Régionale sont absolument gratuites.

CHAPITRE DEUXIÈME

La fédération agricole d'Alsace-Lorraine

Les années qui suivirent l'Annexion de l'Alsace et de la Lorraine à l'Allemagne furent critiques pour les petits agriculteurs qui forment la plus grande partie de la population de cette région.

L'immigration, la nouvelle orientation économique de l'Empire, la malhonnêteté des négociants en grains et des marchands de Bestiaux qui pratiquaient l'usure d'une façon habituelle, menaçaient de ruiner les Agriculteurs.

Dans ces temps difficiles, l'initiative privée a sauvé l'agriculture en organisant le crédit sur une base large et sure.

Les premières caisses de crédit agricole furent créées en 1882, dans le Bas-Rhin, sous la forme de caisses de Crédit mutuel. A la fin de la même année, elles faisaient leur apparition dans le Haut-Rhin, et peu de temps après en Lorraine.

Ces Caisses étaient affiliées à la fédération « Raiffeisen » à Neuwied (Prusse Rhénane) et avaient adopté la comptabilité et les principes de gestion élaborées par Raiffeisen.

Ces caisses sont constituées en Société à capital variable, par souscription de parts, à responsabilité solidaire illimitée, aux termes de la loi d'Empire du 1^{er} Mai 1889.

(1) L'organisation Agricole en Alsace-Lorraine, impr. Finkmatt Strasbourg 1923.

En 1903, des hommes influents, appuyés sur le « Ministère de l'Agriculture de l'Alsace-Lorraine » cherchèrent à grouper toutes les associations coopératives de Crédit en Alsace-Lorraine, dans une fédération indépendante de Niewied; mais la majorité des Caisses de Crédit restèrent fidèles à leur ancienne organisation, tandis que 5 % environ s'inscrivirent à la nouvelle fédération. (Révision Verband). Après la guerre l'union sera rétablie, en 1921, et c'est ainsi que fut créée la Fédération Agricole d'Alsace et de Lorraine.

Les Locales.

Nous trouvons un grand nombre de points communs entre les règles qui ont présidé à la fondation des Caisses Nantaises, et celles qui sont en vigueur dans les organismes Alsaciens. Les fondateurs des Caisses Libres dans ces deux régions ont adopté, comme statuts fondamentaux les statuts des Mutualités Raiffeisen.

1° La circonscription de l'association doit être limitée, autant que possible, à une seule commune, les membres ne pouvant être recrutés que parmi les habitants.

2° Les membres de la coopérative sont responsables solidairement, cette responsabilité est illimitée.

3° Les crédits ne pourront être consentis que contre garantie et seulement à des membres de l'association coopérative.

4° Le conseil d'administration et le conseil de surveillance ne seront aucunement rétribués, la rémunération du comptable-caissier sera fixée par le conseil d'administration non par un pourcentage sur le chiffre d'affaires, ou sur les bénéfices, mais par une somme fixe.

5° Toutes les opérations du Conseil d'administration et

du Comptable-caissier, sont soumises au contrôle du conseil de surveillance et aux révisions prévues par la loi (1).

Là aussi, c'est le principe de la Mutualité et la responsabilité illimitée des Membres de la Caisse qui inspirent confiance et permettent la réalisation d'un crédit facile et efficace.

Caisses centrales.

Afin d'opérer la compensation des capitaux entre les diverses caisses locales, chacune des deux fédérations avait établi, à son siège, à Strasbourg, une Caisse Centrale, à laquelle était affiliées les Caisses de Crédit.

Bien qu'il n'existe plus, depuis 1921, qu'une seule Fédération, les deux Banques n'en continuent pas moins à coexister.

La Banque Fédérative, groupe en principe, les anciennes Caisses Raiffensen, et a pour but (2) d'assurer la compensation entre les insuffisances et les excédents de fonds se présentant à titre passager, dans les associations et corporations affiliées à la « Fédération des Associations Rurales d'Alsace et de Lorraine.

La Banque Rurale, ancienne caisse de compensation de la « Révision Verband » voit son rôle diminuer d'importance, et d'ailleurs sa situation financière très difficile ne lui permet plus depuis 1934 de jouer un rôle de premier plan.

*
* *

Une différence fondamentale, malgré les apparences, sépare le Crédit Agricole d'Alsace-Lorraine, de l'organisation Nantaise.

(1) L'org. Agricole en A. L. page 8.

(2) Ext. Statuts Banque Fédérative, p. 3 (abschnitte, Sitz und Zweck).

Durand à Nantes a dû adopter le système Raiffeisen à la législation Française alors en vigueur, et ce cadre juridique qui n'était pas fait pour lui, a conduit à des difficultés (1) voir même à des amputations.

Les organisateurs Alsaciens, au contraire, ont pu respecter intégralement les statuts en vigueur à Nieuwied; de sorte qu'une caisse Alsacienne constituée sous le Régime de la loi d'Empire de 1889, joint le plus souvent à sa qualité de Banque Rurale toutes les opérations réservées, aux termes de la loi Française de 1884, aux syndicats Agricoles.

Contrairement aux dispositions de la Loi du 5 Août 1920, les caisses de Crédit de régime Local, ne se bornent pas uniquement à consentir des prêts et des crédits, aux sociétaires, mais elles ont également pour objet : « l'achat en commun, de tous les produits nécessaires à l'exploitation agricole, de leurs sociétaires, et la vente en commun des produits du sol, la défense enfin des intérêts agricoles... »

De même, dans les statuts de la Banque Fédérative, au titre 1^o paragraphe 2^o on peut trouver : La banque a pour but : « La défense des intérêts des associations rurales existant en Alsace et en Lorraine, et rattachées jusqu'ici à la Caisse de Crédit Agricole d'Allemagne. »

Avec le retour de L'Alsace-Lorraine à la France, et l'introduction de la loi de 1884, dans les trois départements recouvrés, nous sommes en présence d'un conflit de législation. (Les caisses Alsaciennes faisaient des opérations réservées aux syndicats agricoles, sur tout le reste du territoire, ou créant des syndicats agricoles, alors qu'elles devaient être créées par eux).

(1) Affaire d'Olivet et affaire de Manigod. Cour de Cassation 3 Août et 4 Août 1909 (Dalloz 1909, I. 153.)

Cette situation, que l'on peut regretter, au point de vue de l'unité de législation, n'empêche pas d'ailleurs, l'Alsace-Lorraine de bénéficier d'une organisation Agricole Unique en France.

Pour faciliter aux coopératives locales l'achat et la vente des produits agricoles, des engrais, et des autres produits nécessaires à l'agriculture, une coopérative Centrale a été créée, qui se charge de toutes les opérations commerciales, élimine les intermédiaires et complète le rôle de la Banque Fédérative.

C'est l'Union commerciale des Agriculteurs d'Alsace et de Lorraine dont le siège est à Strasbourg (1) et qui est un excellent agent régulateur des prix sur les marchés.

Enfin, groupements coopératifs de crédits, commices Agricoles, associations et syndicats agricoles ont été unis depuis 1921 dans la « Fédération Agricole d'Alsace et de Lorraine » qui groupe près de 900 associations.

Cette Union de tous les besoins et de tous les intérêts Agricoles, dans une seule main, a permis au Crédit de se développer d'une manière particulièrement large et efficace.

*
* *

Dans l'organisation toute spéciale de l'Alsace-Lorraine, les caisses mutuelles de dépôts et de prêts constituent la base du développement de la fédération agricole; car, non seulement elle forme le groupement le plus important par le nom-

(1) Anc. Landesverband der Landwirtschaftlichen Kreisvereine : Les Landwirtschaftlichen Kreisvereine (Commices Agricoles) avaient pour but, sous la législation d'empire l'achat en commun ou la vente de produits agricoles, objet qu'ils ont conservés.

bre de ses membres, mais encore, par leurs cotisations diverses, elles alimentent une grande partie du budget de la fédération.

Au début de la Crise, en 1930, la fédération groupait 2.168 associations se décomposant comme suit :

Caisses mutuelles agricoles de dépôts et de prêts . . .	740
Coopératives d'achat et de vente et coopératives agricoles de vente de céréales	3
Coopératives laitières	47
Associations viticoles	4
Associations coopératives de battage	6
Coopératives de vente de fruits	2
Journal agricole	1
Syndicats d'élevage de bétail	64
Syndicats d'élevage de porcs	3
Mutuelles agricoles-incendie locales	614
Assurances mutuelles agricoles	3
Sociétés d'amélioration de semences	3
Banques, Coopérative centrale et Fédérations	10
Syndicats ruraux	<u>668</u>
Total	2168

Jusqu'au 31 Dec. 1930, le total des dépôts en caisse étaient supérieurs à 1 Milliard 1/2.

Pour l'exercice considéré, la crise se manifeste de la manière suivante :

prêts consentis : 163.877.000

remb. de prêts : 73.980.000

soit une augment. de : 89.897.000 Fr. de prêts

pour les opérations en compte courant entre les sociétaires les dépôts se sont élevés à 11.500.000 Fr. mais les prêts

nouveaux atteignent 16.000.000 de sorte que l'exercice laisse apparaître une augmentation de prêts de 4 Millions 1/2.

Les exercices 1931 et 1932 présentent un caractère analogue:

<i>Année</i>	<i>Prêts nouv.</i>	<i>Remboursements</i>
1929	133.365.364	62.984.628
1930	163.887.129	73.980.048
1931	170.305.496	75.908.007
1932	128.051.480	75.058.068
1933	113.171.195	81.537.991
1934	118.957.652	86.342.738
1935 Totaux	827.740.416	Totaux 455.811.480

De sorte que si nous considérons le tableau suivant, où sont indiquées les opérations faites par les caisses de 1929 à 1934 (prêts consentis et remboursements de prêts), nous voyons que les caisses ont accru leurs prêts de 400 Millions.

Comme pour le Crédit Officiel, nous trouvons un maximum situé vers 1931, lorsqu'à partir de 1934 les remboursements sont plus importants, et les prêts nouveaux en décrue.

L'écart existant entre les deux années 1935 et 1936 entre les prêts nouvellement consentis et le remboursement des prêts anciens est faible et pour ainsi dire négligable. Cela d'ailleurs, s'explique assez bien, la majorité des opérations faites par les caisses, sont des opérations de moyen terme (prêts à 5 ans) il est donc normal de trouver des remboursements importants en 1936. (5 ans après le maximum de 1931).

D'autre part, à partir de 1934, les prêts sont convertis avec la plus extrême circonspection; pour diverses raisons : besoins immédiats de Capitaux, par suite des difficultés

économiques, ou inquiétude des déposants provoquées par des appréhensions politiques et monétaires. La trésorerie des Caisses devient beaucoup moins facile.

La population des marchés de l'Est se montrait particulièrement impressionnable, devant les possibilités de conflagration internationale, et les caisses rurales, comme d'ailleurs toutes les caisses d'Epargne ou banques avaient à faire face à des retraits massifs en Mars 1936, lors de la remilitarisation de la zone Rhénane.

Enfin, après les élections législatives de 1936, les craintes de fluctuations monétaires et de troubles sociaux ont continué à tenir l'Epargne sur le qui-vive.

Ainsi que nous l'avons constaté, pour le Crédit Agricole officiel, ce n'est pas par absence de besoin mais bien plus par manque de disponibilité ou tout au moins à cause de l'inquiétude et de l'insécurité de l'Epargne que nous voyons le volume des prêts diminuer à partir de 1934.

Les besoins de l'Agriculture Alsacienne, étaient en effet toujours aussi impérieux; la fermeture du débouché Sarrois après l'expiration de l'accord de courte durée, qui permettait l'exportation 6 mois après le résultat du plébiscite, avait porté un coup particulièrement sensible aux agriculteurs des Régions Limitrophes.

La grande baisse des prix du Blé, la mévente du lait dans certaines régions, les cours très faibles pratiqués pour les bêtes de boucherie étaient particulièrement ruineux en Alsace, pays de production intensive, car les prix des produits indispensables à l'Agriculture étaient au contraire en forte hausse.

Cette situation se manifeste par l'augmentation des crédits à court terme.

A partir de 1934, les opérations en compte courant entre les Sociétaires et leurs caisses ne cessent de s'acroître. Pour

cet exercice, les retraits de fonds s'élèvent à 147 Millions de francs, alors que 134 Millions seulement ont été déposés. Le mouvement s'est accéléré encore en 1935 et 1936, et les comptes-courants des sociétaires ont accusé pour ces deux années des soldes débiteurs supérieurs à 20 Millions de francs.

* *

En somme, le Crédit et les prêts effectués par les Caisses de l'union, pendant la période 1929, 1935 présente un caractère analogue à celui qui a été réalisé par les Caisses de Crédit Agricole Officiel.

La crise se manifeste au début, par une large augmentation des prêts à long et moyen terme, puis à une période qu'on peut placer vers la fin de l'année 1934 et pour des raisons qui à l'origine, tout au moins, ne dépendent pas toujours des conjonctures économiques, le crédit à long et moyen terme est remplacé par du court terme.

L'augmentation du volume des prêts à court terme, n'a cependant pas atteint les mêmes proportions que le Crédit de même nature effectué par les Caisses Officielles.

Il n'y a d'ailleurs pas lieu de s'en étonner, car d'une part les disponibilités des Caisses Libres ne peuvent être comparées malgré tout à celles dont jouissent les caisses officielles, et d'autre part diverses mesures législatives, entre autre l'article 23 de la loi du 15 Août 1936 (1) a réservé aux Caisses contrôlées par la Caisse Nationale l'escompte des effets et warrants émis par les Coopératives de Blé. (2)

(1) Amende depuis

(2) Il a été vu précédemment que l'escompte de ces effets et warrants, constituait la plus grande partie des avances à court terme.

CHAPITRE TROISIÈME

Les formes du Crédit, non susceptibles de contrôle et d'évaluation.

La totalité du Crédit Agricole, au sens le plus large de ce terme, n'est pas fait par les Caisses de Crédit Agricole Officielles ou Libres.

Un rapide coup d'œil sur l'organisation rurale actuelle nous fera comprendre pourquoi.

SECTION I.

Le reflexe du paysan français.

Les producteurs Français peuvent se ranger en trois classes distinctes, en prenant pour base de discrimination le mode d'amodiation du sol : Les métayers, les fermiers, et les propriétaires exploitants, chacun ayant ses habitudes et son genre de vie propre.

La connaissance de cette vie intime de nos campagnes, est indispensable, si nous voulons nous dégager de toute conception théorique, et essayer de voir comment se présente le problème du Crédit au paysan Français.

Il n'est pas sans intérêt de considérer que les deux premières classes que nous avons citées, sont par la force même des choses en contact étroit avec un « patron » suffisamment riche pour ne pas cultiver lui-même le sol qu'il possède.

C'est vers lui qu'ils se tournent tout naturellement, si des difficultés financières se présentent.

1° *Dans le cas du Colонат partiaire*, c'est dans l'esprit même du contrat, qui unit le capital (sol, bâtiments d'exploitation, et d'habitation, cheptel mort et vif), au travail fourni par le preneur et sa famille. Le bailleur est le banquier naturel du métayer.

Aussi, quand le colon a besoin d'avances, c'est toujours vers le propriétaire qu'il se tourne (à moins qu'un homme d'affaires ou un régisseur habile ou prévoyant ait jugé qu'il était de son intérêt de se substituer au bailleur).

Le propriétaire a tout avantage à ce que son associé réussisse. Il sait fort bien, en effet, que si le colon ne peut faire ses affaires, il le quittera, et, qu'une rupture de contrat se traduit par une année déficitaire, (l'année de rentrée du nouveau métayer qui entraînera de multiples frais et réparations). Dans ces conditions, il effectuera les avances au meilleur compte.

Les rapports de confiance mutuelle, sans lesquels une association aussi étroite que le métayage ne peut subsister, empêche pratiquement tout apport de capital étranger, quelque soit sa provenance; et si parfois le régisseur a pu se substituer au prêteur naturel, c'est toujours à la faveur d'un phénomène d'absentéisme.

Aucun acte officiel ne vient authentifier le prêt ou l'avance consentie par le bailleur. Quelquefois, lorsque la somme est importante, celui-ci se fait signer une reconnaissance sur papier libre; mais le plus souvent, la seule trace de l'opération se manifeste par l'insertion dans le « livre de compte » des deux parties de phrases dans le genre de celles-là : « *Avancé à K la somme de N pour paiement d'un domestique* ». « *Reçu de T la somme de N pour achat de semence* ».

Inutile de parler de moyen ou de long terme, ces mots n'ont ici aucun sens, le débiteur se libérera lorsqu'il sera revenu à meilleure fortune, dans 6 mois ou dans 10 ans... Il n'est donc pas possible d'essayer de déterminer d'une manière même approximative le montant des sommes prêtées dans ces conditions, tout ce que l'on peut dire, c'est que pour les métayers elle doit représenter la presque totalité si ce n'est la totalité des crédits effectués.

Au contraire, on peut dire avec certitude, que ces demandes d'avances autrefois très rares sont devenues importantes, depuis la crise, La crise a en effet coïncidé dans les pays de métayage avec l'arrivée à la terre de nouvelles familles de colons, trop souvent hélas, étrangers; (Italiens, Tchèques, Polonais, Belges) et toujours démunis de ressources. Les vieilles familles de métayers profitant de la jurisprudence établie sur les baux à cheptel avaient remployé l'argent des remboursements dans l'achat de petites propriétés rurales.

Les nouveaux exploitants ont du supporter tout l'aléa de la crise, sans pouvoir puiser aux heures les plus difficiles dans le traditionnel bas de laine, aussi est-ce celui du propriétaire qui a dû alimenter la bourse commune.

2° *Les liens qui unissent le fermier à son bailleur*, sont beaucoup plus lâches; dans le fermage, le propriétaire ne participe plus à la direction de l'exploitation. Les rapports qu'il entretient avec son fermier, sont souvent analogues à ceux qui unissent propriétaires et locataires.

Il arrive cependant, fréquemment, que de longues relations, un passé commun, aient fait naître une confiance mutuelle et une estime réciproque. Dans ce cas, il paraît normal au fermier de se tourner vers son bailleur, pour lui demander des facilités de paiement, ou même pour obtenir des avances.

Le paysan répugne à s'adresser à des organismes qu'il

connait mal et à entrer en rapport avec des étrangers « de la ville ». A défaut de son bailleur, le fermier dans la gêne, préfère souvent s'adresser au commerçant avec lequel il est le plus souvent en rapports (Le marchand de vin ou la négociant en grains auquel il vendait sa récolte, avant la création de l'Office) qu'à un établissement de crédit ou même au notaire de la localité.

Ces prêts, non plus que ceux effectués aux métayers ne sont susceptibles d'être évalués. La seule chose que l'on puisse dire c'est qu'ils sont effectués par des catégories de créanciers très diverses, amis du bailleur, commerçants, propriétaires, voire même notaires ou établissements de crédit locaux, dans les pays où les grandes fermes dominent (Beauce, Brie) et où les fermiers obtiennent aisément du crédit personnel.

3^o *La situation des propriétaires fonciers* est très différente, d'une part parcequ'ils ne dépendent de personne, et d'autre part parcequ'ils possèdent en toute propriété le Bien fonds qu'ils exploitent, et qu'à ce titre ils sont seuls à pouvoir obtenir du crédit réel.

Cette situation est d'ailleurs bien moins avantageuse qu'il n'y paraît au premier abord, l'indépendance et la liberté est un luxe qui coûte souvent fort cher.

Nul n'est intéressé à leur réussite, alors que leur échec, l'obligation de réaliser dans de mauvaises conditions leur héritage peut profiter à des créanciers peu scrupuleux.

Du crédit, ils en trouveront, certes, mais dans des conditions bien moins avantageuses que le fermier et surtout le métayer ! Le prêteur se présente pour eux, plus souvent sous la forme d'un créancier inflexible, que d'un ami ou d'un associé.

Le réflexe du propriétaire exploitant, devant un besoin

de crédit, est par suite sensiblement différent de celui du fermier ou du métayer. Sans doute son atavisme paysan, sa méfiance instinctive de l'étranger ou de l'inconnu, et par dessus tout, la répulsion invincible qu'il éprouve à faire connaître la situation difficile de ses affaires, le pousse à chercher discrètement, parmi ses proches, ses amis, ou ses fournisseurs habituels, le secours dont il a besoin.

Mais si les conditions de prêt sont trop onéreuses, il n'hésitera pas à s'adresser à un prêteur moins exigeant.

Là encore, il est absolument impossible d'évaluer le montant des prêts sur papier libre, ou des avances consenties aux propriétaires et qui forment pourtant une partie non négligeable des crédits qu'ils ont obtenus.

SECTION II.

Le Privilège de la Propriété.

Les prêts effectués de la main à la main, les reconnaissances de dettes sur papier libre, les avances faites par les amis ou les proches, sans aucun acte authentique, représentent dans l'état actuel de l'organisation sociale de nos campagnes, une source importante du Crédit Agricole qu'il est impossible d'évaluer.

Ainsi que nous l'avons rapidement, le propriétaire foncier se trouve dans une situation particulière pour obtenir du crédit car il peut donner en gage, non seulement les objets mobiliers appartenant à l'exploitation, mais encore le Bien fonds lui-même.

Le crédit hypothécaire est le privilège de la propriété.

Le prêt hypothécaire consenti au propriétaire foncier, peut être accordé, soit :

- 1^o par des particuliers, par l'entremise des notaires,
- 2^o par des établissements de crédit spécialisés.
- 3^o par des caisses de Crédit Agricole.

Nous avons essayé d'étudier, dans les chapitres précédents la variation des prêts effectués par les caisses de crédit Agricole. Au contraire le volume des créances hypothécaires gagées sur des immeubles ruraux et qui sont aux mains des particuliers ou des banques, est très difficile à déterminer.

Les organismes intéressés, (chambres des notaires) ne font pas de ventilation entre les prêts ruraux et les prêts urbains ou mixtes; et surtout il est impossible de distinguer parmi les prêts consentis, ceux qui ont le caractère de prêts agricoles.

Les particuliers ou la Banque, tiennent compte en effet de la valeur du gage fourni et de la rapidité et de la facilité de sa réalisation éventuelle, et non point des raisons qui ont poussé l'emprunteur à solliciter ce crédit, ou du remploi par leur débiteur de l'argent prêté.

Il semble, cependant qu'une partie importante des prêts hypothécaires, effectués sur immeubles ruraux, doivent avoir le caractère de prêts agricoles, et c'est pour cela qu'à titre d'indication, il n'est peut-être pas inutile de considérer les variations des prêts ruraux effectués par le Crédit foncier depuis le début de la Crise.

*Prêts fonciers.**Classement des prêts fonciers, depuis l'origine.*

D'après la nature des immeubles.

Années	Nombre	Propriétés Rurales	
		Sommes	
De 1853 à 1931	63.196	2.049.546.634	Fr. 85 c.
Cinq 1932	1.977	281.699.300	
1933	1.467	155.060.699	
dernières 1934	1.000	109.060.000	
1935	961	76.562.	
années 1936	1.009	72.286.000	
Totaux : 69.610		2.744.214.633	Fr. 85 c.

Il ressort nettement de ce tableau, comme d'ailleurs de tous ceux que nous avons étudiés jusqu'ici que le volume des prêts est en décrue depuis 1935.

Pour l'année 1936, une baisse encore plus nette serait enregistrée, (les prêts ruraux ne présentant qu'un peu plus de la moitié des prêts effectués en 1935, et qui sont pourtant déjà très faibles). Mais à partir de cette année, il faut se rendre compte qu'aux raisons économiques qui ont pu influencer sur les besoins de crédit, vient s'ajouter une cause purement technique. Le décret du 28 Sept. 1935.

Ce décret permet le warrantage des immeubles par destination, en disposant dans l'alinéa 6 de son 1^o Paragraphe que l'emprunt (sous forme de warrant) peut porter sur des objets ayant en vertu des articles 520 et 524 du code civil, le caractère d'immeuble par nature ou par destination, à l'exception de ceux scellés aux murs.

Ces mesures nouvelles ont eu pour résultat d'étendre le warrantage agricole à des objets qui jusque là ne pouvaient servir de gage qu'à des prêts hypothécaires. Elles ont mis fin en même temps à la situation anormale qui permettait à un fermier de trouver plus facilement du crédit qu'au propriétaire du fonds.

En effet sous le régime de la loi de 1906; sur le warrantage Agricole, le propriétaire ne pouvait warranter tous les objets mobiliers qui lui appartenaient, sous prétexte que le fonds pouvait être grevé d'une hypothèque, celle-ci avait pour gage tous les immeubles par destination dépendant du fonds; alors que le fermier, lorsqu'il avait payé son fermage était libre de warranter tous les objets qui lui appartenaient, tandis que le propriétaire était obligé de recourir à un acte d'obligation hypothécaire infiniment plus coûteux.

*
* *

S'il n'est pas possible d'évaluer et de suivre l'ensemble des prêts ayant le caractère de Crédit Agricole, soit à cause de l'absence de pièces justificatives, permettant de constater l'existence du prêt, soit parce qu'il est impossible de trouver un critère certain du caractère Agricole du crédit, il est cependant indispensable de mentionner ces formes de crédit, non susceptibles d'évaluation.

Dans l'état actuel de l'organisation rurale Française, ces prêts constituent certainement une partie importante du crédit Agricole effectué.

Les chiffres relativement très minimes, indiqués par les statistiques des caisses de Crédit Officiel, (en ce qui (en ce qui concerne le crédit à long terme) permettent de l'affirmer.

Une confrontation de ces chiffres avec les évaluations de spécialistes remarquables des questions agricoles, comme Monsieur CAZIOT, ou des praticiens des problèmes du Crédit, comme Monsieur MICHEL, levraient les derniers doutes, si cela était nécessaire. (1)

*
* * *

(1) Monsieur Caziot estime la valeur de la propriété Française à 200 Milliards de francs, et les charges réelles qui la grèvent à 1/10 environ de sa valeur.

Monsieur Michel croit que les évaluations de Mr. Caziot sont peut-être un peu pessimistes, car il lui semble que depuis 3 ans la dette rurale Française s'est allégée : 18 Milliards seulement...

CONCLUSIONS

S'il n'est pas possible à la fin de cette étude de donner un chiffre précis sur l'augmentation de l'endettement agricole causé par la crise, (nous avons dû, en effet, examiner des sources d'information ayant une valeur trop diverses et une précision trop inégale), il est permis cependant de faire quelques constations intéressantes.

Tout d'abord, contrairement à ce qui s'est passé dans de nombreux états étrangers, et spécialement dans les pays neufs, la crise de l'Agriculture Française n'a pas été causée par une inflation des Crédits qui lui avaient été accordés. (1)

La période critique a été abordée par des exploitants dont la situation financière était saine, et qui ont pu en majorité rembourser dès la fin de la crise les dettes contractées pour faire face à une situation heureusement passagère. (2)

Cet état de fait est tout à l'honneur de la clairvoyance des législateurs qui avaient conçu pour l'Agriculture des formes de Crédit très spéciales, et de la prudence des techniciens du Crédit Agricole qui ont su trier les débiteurs.

Il n'en reste pas moins que cette période exceptionnelle a révélé quelques graves erreurs : La situation de « parent

(1) V. Supra. Le faible volume des prêts accordés par les diverses organisations de crédit à la veille de la crise.

(2) Tout près de nous, en Suisse, l'Etat a dû organiser un moratoire Général de toutes les dettes agricoles, qui avaient pourtant été réduites de façon importante.

pauvre » faite aux caisses de Crédit Libre est aussi injuste que regrettable.

Ces caisses sont en somme les seules qui ont pu vivre jusqu'alors, sans aucune avance ou subvention de l'État.

On ne voit pas très bien quels griefs les Pouvoirs Publics pourraient retenir à leur endroit, si ce n'est celui de ne pas les compter au nombre des « parties prenantes » du Budget.

Cette attitude s'est précisée depuis peu, et inquiète à juste titre des hommes comme Mr. SALLERON, qui croient y déceler : « la volonté très nette de nos législateurs de transformer les caisses de Crédit Mutuel, organismes corporatifs et indépendants, en établissements publics. (1)

D'autre part, s'il paraissait normal de demander au Crédit Agricole d'assurer le financement du marché du blé, après sa transformation par la création de l'Office, il ne faut pas se dissimuler que la masse considérable du papier à escompter et des avances à faire aux coopératives suffit à engloutir la quasi totalité de la dotation annuelle.

Dans l'état de chose actuel, le Crédit Agricole est donc fortement handicapé pour remplir son rôle essentiel de prêteur à moyen et à long terme. (2)

Il ne semble pas enfin, que l'organisation du Crédit Agricole en France soit la meilleure qui puisse être ; l'organisation devrait faire partie d'un plan général, où serait également tenu compte de tous les autres besoins des Agriculteurs

(1) Pour faire des opérations avec une Caisse Régionale toute caisse locale doit y être préalablement autorisée, par la Caisse de Crédit Agricole.

Le nom de Caisse Régionale de Crédit Agricole est réservé aux Caisses Régionales recevant des avances de la Caisse Nationale de Crédit Agricole et fonctionnant sous son contrôle. (Art. 4 Decr. Loi du 28 Septembre 1935).

(2) La longueur du cycle Agricole ne lui permet pas pratiquement et dans des circonstances normales de s'accomoder de Crédit de moins de 5 ans.

(assurances, (accidents, grêle, incendie, bétail, etc...) coopératives Agricoles, Syndicats d'achats et de vente.

Une large décentralisation permettrait la constitution de Fédérations régionales coïncidant avec les diverses régions de production et répondant à leurs besoins si divers.

Au centre démographique qui constitue le chef-lieu Economique de la Région, le groupement de la Caisse Régionale et des organismes précités assureraient aux agriculteurs la satisfaction de tous leurs besoins.

Le système mutualiste, qui a le double avantage d'intéresser les producteurs à leurs propres affaires et d'éviter à l'argent un trop long circuit réaliserait le financement des Caisses Locales et Régionales.

Une Caisse Régionale jouant le rôle de Caisse de Compensation entre les diverses régionales, mais dotée aussi de ressources propres, serait nécessaire au sommet de l'Édifice, permettant grâce à ses avances aux Caisses Régionales et Locales de franchir les périodes de crises, où elles verraient leurs ressources diminuer, alors qu'elles devraient le plus souvent augmenter le volume de leur crédit.

Il faut d'ailleurs reconnaître que si le système actuel par souci d'harmonie et de centralisation, peut être considéré comme un peu rigide, il n'en a pas moins aidé très efficacement l'Agriculture Française à franchir la redoutable période qui s'étend de 1929 à 1935.

ANNEXES

227-201A

WARRANT AGRICOLE

à l'ordre d'une coopérative de Blé. (1)

(Loi du 30 Avril 1906, modifiée et complétée par le décret-Loi du 28 Sept. 1935 et article 17 de la Loi du 15 Août 1936).

Montant : francs. — Échéance : 193

Les soussignés :

M (1) membre (ou usager) de la Coopérative de Blé de et Mme (2) son épouse qu'il assiste et autorise, demeurant ensemble à et exploitant ensemble à un domaine de hectares leur appartenant ou appartenant à M suivant bail à ferme (ou contrat de métayage) en date du pour une durée de à partir de ont déclaré emprunter à la Coopérative de Blé de la somme de (3) qu'ils s'obligent conjointement et solidairement à rembourser le (4) et à la garantie de cet emprunt en principal et intérêts, ils affactent et warrantent les quantités de Blé ci-après désignées, dont ils s'engagent à assurer la bonne conserva-

(1) Formule adoptée par la Fédération Nationale de la Mutualité et de la Coopération Agricole, 129, Boulevard St. Germain, Paris, (VI^e).

(2) Noms, prénoms, profession, domicile.

(3) Mettre la somme en toutes lettres.

(4) Indiquer la ou les échéances convenues.

tion et qu'ils devront vendre obligatoirement à la coopérative de Blé de au bénéfice de laquelle est établie le présent Warrant.

Quantités Warrantées (en quintaux)	Blés battus (en quintaux)	Blés engerbés (en quintaux)	Valeur des Blés Warrantés	Lieu où se trouvent les Blés Warrantés

Autorisation du propriétaire.

Assurance contre l'Incendie.

Paiement des intérêts.

Conditions particulières. — Le présent warrant est fait et consenti sous les clauses et conditions de droit résultant de la loi du 30 Avril 1906, du décret-loi du 28 September 1935 et de la loi du 15 Août 1936, ainsi que les conditions suivantes.

1^o Le remboursement des sommes prêtées aura lieu à

2^o A défaut de paiement à la date de l'échéance fixée ci-dessus, l'intérêt courra à dater de l'échéance, au taux de l'an.

3^o Le porteur du warrant pourra, chaque fois que bon lui semblera, constater l'état et l'existence des produits warrantés et, en cas de besoin, il fera nommer un sequestre par le juge de Paix, les frais réclamés par ce séquestre devant être payés par privilège sur le prix de vente.

4° Pour toutes difficultés se rapportant à l'exécution du présent warrant, domicile est élu au greffe de la Justice de Paix du Canton, dans le territoire duquel se trouvent les produits warrantés.

5° Les frais du présent warrant et de toute suite qu'il pourra comporter, en cas de poursuites ou autres, seront à la charge de M. et Mme

6° L'escompteur et les réescompteurs subséquents sont dispensés de donner au greffier l'avis prescrit par l'article 10 paragraphe 3 de la loi du 30 Avril 1906.

7° Le warrant sera indivisible dans les termes des articles 1222 et 1223 du Code Civil.

M. et Mme déclarent connaître spécialement les dispositions de l'article 14 de la loi du 30 Avril 1906, modifié par l'article 8 du décret-loi du 28 Sept. 1935, et les pénalités concernant les fausses déclarations, la livraison d'un produit warranté à un acheteur sans paiement, ou sans autorisation préalable par le porteur du warrant, la constitution d'un nouveau warrant sur les mêmes produits sans avis préalable donné au nouveau prêteur.

Ils affirment, en outre, n'avoir constitué sur les produits ci-dessus indiqués, aucun autre warrant, ni privilège.

Le présent warrant sera transcrit au Greffe de la Justice de Paix de et tous pouvoirs sont donnés pour ce faire au porteur du présent.

Fait à le 193

Signatures. (1)

(1) Le mari écrira, avant de signer : « Lu et approuvé, bon pour autorisation maritale, bon pour warrant et bon pour la somme de ... »

La femme écrira avant de signer : « Lu et approuvé, bon pour warrant pour la somme de »

Nous soussigné, Greffier de la Justice de Paix de, déclarons avoir transcrit le présent warrant sur le registre spécial et déclarons, en outre, qu'il existe sur le mêmes blés les warrants suivants : (1)

(Timbre de la justice de Paix)

(Signature du Greffier).

Bon pour transfert du Bénéfice du présent warrant à l'ordre de la Coopérative de Blé de en garantie de la somme de (2) Francs, et bon pour autorisation maritale.

A le 193

(Signature du mari).

Bon pour transfert du bénéfice du présent warrant à l'ordre de la Coopérative de Blé de en garantie de la somme de frs.

A le 193

(Signature de la femme).

Payez à l'ordre de (3)

Le président ou
Un administrateur de la
coopérative de Blé
de

A le 193
Un administrateur de
la coopérative de Blé de
.....

Payez à l'ordre de

A le 193.....

(1) S'il n'y a pas de warrant préexistant, le greffier mettra la mention Néant.

(2) Mettre la somme en toutes lettres.

(3) Nom de la caisse locale ou de la Caisse régionale de Crédit Agricole mutuel.

Partie réservée à l'Aval de l'Office National interprofessionnel du Blé donné pour son compte par le Directeur des Services Agricoles.

(1)

Sous le N° du registre des Avals.

(1) Mention « Bon pour Aval » (Signature)
à mettre de la main du Directeur des
Services Agricoles.

ENGAGEMENT DE GARANTIE POUR FINANCEMENT DES RÉCOLTES DE VIN

Formule de l'Engagement.

L'effet comportant engagement sur récolte de vin est établi suivant le Modèle réglementaire, annexé à la lettre autographiée N° 2.028 de la Direction Générale des Contributions indirectes du 30 Octobre 1935, qui a précisé les modalités de fonctionnement du système des avances sur récoltes de Vins.

Il est libellé sous la forme suivante :

A le 193

B. P. F.

Au je paierai (1) ou à son ordre, la somme de frs.,
valeur reçue comptant.

J'affecte, d'autre part. à la garantie de ce prêt. les

(1) A la caisse de crédit Agricole mutuel de

A la Banque

A M

hectolitres de vin, qui ont fait, à ce sujet, l'objet d'une inscription au Bureau des Contributions Indirectes de et pour lesquels aucun titre de mouvement ne pourra être délivré que sur mainlevée du porteur du présent effet.

(Bon pour et signature de l'emprunteur).

Contributions indirectes de

N° de l'inscription (Timbre proportionnel

Date de l'Inscription de 0 Fr. 15 c. %)

(Signature :

(Nom et adresse de l'emprunteur)

MODÈLE DE BILLET SIMPLE ÉMIS PAR LES CAISSES « DURAND »

Billet d'Emprunt souscrit au Profit de la Caisse.

Les soussignés : Auguste Godin, cultivateur, et Marie Perret, son épouse, qu'il autorise, demeurant ensemble à reconnaissent avoir reçu à titre de prêt, de la Caisse Rurale de la somme de trois mille francs pour être employés à l'achat de Bétail.

Ils s'engagent solidairement à payer les intérêts au taux de chaque 31 Décembre et à rembourser le Capital par annuités dans le délai de

Le taux des intérêts peut varier, ainsi qu'il est prévu dans les statuts.

Les intérêts échus et non-payés seront eux-mêmes productifs d'intérêts à partir de leur échéance et au même taux que le Capital, lorsqu'ils seront dus pour une année entière, sans qu'il soit besoin de remplir aucune formalité.

Le défaut de paiement exact à son échéance, soit d'une année d'intérêts, soit d'une des annuités, constaté par un simple commandement de payer resté sans effet, rendra immédiatement exigible, si bon semble au Conseil d'Administration de la Caisse, tout ce qui sera du à cette dernière.

M. et Mme. Godin donnent en garantie, et ce jusqu'à complète libération, le cautionnement solidaire de M. Charles Michel, propriétaire, demeurant au bourg, également soussigné.

Il y aura indivisibilité entre tous les soussignés et leurs ayants-droit.

Fait et signé à le

Bon pour trois mille francs et intérêts et
autorisation maritale :

AUGUSTE GODIN.

Bon pour Trois mille francs et intérêts :

MARIE PERRET, femme GODIN.

Timbrer à

15 %

soit

4 Fr. 50

Bon pour Caution solidaire de trois mille
francs et intérêts :

CHARLES MICHEL.

Vu :

Le Président de la thèse,

ROGER PICARD

Vu :

Le Doyen,

EDGARD ALLIX

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

G. ROUSSY

BIBLIOGRAPHIE

Ce travail ayant été effectué, surtout grâce aux avis et indications de techniciens des questions agricoles ou de crédit, je tiens tout d'abord à remercier :

M.M. OLLIER.
SCHNEBELEN.
l'abbé MABILAIS.
MICHEL.
Maître THIRON.
SALLERON.
CAZIOT.
ROUVEROUX.
JAUBERT.
PAVIE.
PRAULT.
GRAND.

LISTE DES OUVRAGES ET REVUES

- 1) Rapports officiels présentés au président de la République par le ministre de l'agriculture (caisses Régionales).
- 2) Bulletin de l'union des caisses rurales et ouvrières Françaises.

- 3) Rapports de la Banque Fédérative d'Alsace et de Lorraine.
- 4) Bulletin de la Fédération agricole d'Alsace et de Lorraine.
- 5) Revue des Agriculteurs de France.
- 6) Revue d'Économie Politique.
- 7) Revue Politique et Parlementaire.
- 8) Journal des producteurs de viandes.
- 9) Revue de Presse et d'Informations agricoles.
- 10) Bulletin d'Informations Économiques.
- 11) Bulletin de la fédération nationale des chambres de commerce.
- 12) Revue internationale d'Agriculture.
- 13) « Le Temps », « l'Information », « la journée Industrielle ».

TABLE DES MATIÈRES

<i>Introduction</i>	9
-------------------------------	---

1^{re} PARTIE

Le Crédit officiel.

<i>Chapitre préliminaire : La Situation à la veille de la crise. Volumes des Prêts Agricoles en 1927-1928</i> .	13
---	----

<i>Chapitre premier : Augmentation des crédits à partir de 1929. Les Besoins croissants au court terme</i> . .	17
--	----

<i>Chapitre deuxième : La Politique du Blé et le court terme</i>	29
--	----

1) Mesures législatives	29
-----------------------------------	----

2) Financement et crédit de 1928 à la création de l'Office	35
---	----

3) Financement et crédit depuis la création de l'Office du Blé	43
---	----

<i>Chapitre troisième : La Politique du vin et le court terme</i>	55
1) Mesures législatives	55
2) Financement et crédit	60
<i>Chapitre quatrième : La Politique de la Viande et le court terme</i>	65
1) Mesures législatives	65
<i>Chapitre cinquième : Les Résultats de la Politique d'intervention. L'effort financier actif</i>	73

2^{me} PARTIE.

Le Crédit libre.

<i>Chapitre premier : l'Union des ecusses rurales de Nantes</i>	79
<i>Chapitre deuxième : La Fédération Agricole d'Alsace et Lorraine</i>	87
<i>Chapitre troisième : Les Formes du crédit non susceptibles de contrôle et d'Evaluation</i>	97
1) Le Réflexe du Paysan Français	97
2) Le Privilège de la propriété	101

	125
<i>Conclusion</i>	107
<i>Annexes</i>	III
<i>Bibliographie</i>	121



